

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 23 SEPTEMBRE
N°262 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

DRANCY
Après la mort d'un
ouvrier, un directeur
inculpé
«L'ACCIDENT»
GUETTAIT DEPUIS
CINQ ANS P.4

UNE ATTAQUE SANS PRÉCÉDENT DEPUIS VINGT ANS,
ASSORTIE DE MENACES, CONTRE LES MASSES POPULAIRES

NON A L'AUSTERITE NON AU CHOMAGE NON AUX MENACES DE BARRE !

Le mauvais secret de M. Barre est enfin connu dans ses détails. Il est conforme aux prévisions que nous avons présentées les jours précédents : il s'agit d'une des plus graves attaques contre le pouvoir d'achat et l'emploi qui aient été portées contre les masses populaires, depuis plus de 20 ans.

Bien qu'il n'ait pas été avare toute la journée d'hier, l'intervention télévisée ou radiophonique, où Barre cherchait tour à tour à dramatiser la situation ou à valoriser les aspects les moins défavorables de son plan, les calculs sont vite faits.

La hausse des prix sera sans doute ralentie pendant une brève période qui n'ira pas au delà de la fin du blocage des prix. Mais ce blocage des tarifs des services publics intervient juste après la série de hausse de ces mêmes tarifs décidée par le gouvernement ces dernières semaines, la dernière en date étant la hausse de l'essence que Barre a fait monter de 15 % d'un coup. Quant à la baisse de la TVA sur certains produits, on peut prévoir qu'elle n'aura pas d'effet différent de celle orchestrée avec la même publicité par Giscard en décembre 72 : c'est-à-dire que l'effet sera bref et passager après lequel l'inflation repartira de plus belle. En fait, la manœuvre est grossière : obtenir à l'aide des mesures annoncées et du trucage habituel de l'indice des prix de l'INSEE, une baisse de cet indice au moment même où vont se discuter les contrats de salaire

pour l'année 77 ; il s'agit par là, de tenter d'imposer avant la libération des prix (prévue en deux temps, début janvier et début avril), des accords salariaux emputant nettement le pouvoir d'achat.

L'impôt sécheresse, dont on sait déjà qu'il ne dédommagera pas les petits paysans des lourdes pertes qu'ils ont subies, et qu'il sera distribué essentiellement vers les paysans riches et les fiefs électoraux que le camp Giscardien entend préserver, va frapper lourdement de très nombreuses familles ouvrières. Par exemple, un couple sans enfant de la région parisienne, où le mari et la femme travaillent, sera automatiquement frappé par le super impôt. Quant à la revalorisation des cotisations de sécurité sociale, elle constitue après l'impôt sécheresse, un moyen supplémentaire d'ampuler le pouvoir d'achat. C'est-à-dire que dès aujourd'hui, le blocage des prix n'empêchera pas la baisse immédiate du pouvoir d'achat.

Quant au chômage, déjà à son niveau le plus haut, il va plus que jamais continuer à se développer. En reportant à plus tard les mesures éventuelles d'investissement Barre confirme qu'il entend avant tout « assainir » l'économie. En clair, cela veut dire accélérer nettement les restructurations, l'élimination des petites entreprises non compétitives, avec tout ce que cela comporte pour les travailleurs : licenciements, et travail intensifié.

SUITE P.6

LES MESURES PRINCIPALES :

- Impôt sécheresse : l'impôt sur le revenu est majoré de 4 % pour les contribuables payant plus de 4 500 F d'impôt et de 8 % pour ceux qui payent plus de 20 000 F. Les premiers peuvent opter entre le versement au fisc et la souscription pour un montant équivalent à un emprunt d'Etat ; l'impôt sur les sociétés est majoré de 4 % ; La vignette automobile est majorée de 43 % à 127 %. Les paysans victimes de la sécheresse recevront 6,2 milliards.

- L'essence passe à 2,09 F et le super à 2,25 F.

- Prix : blocage pendant trois mois des prix du secteur privé et de six mois des prix du secteur public.

- TVA le taux de 20 % sera ramené à 17,6 % au 1^{er} janvier 1977 pour un grand nombre de produits industriels et de services.

- Sécurité sociale : en 1977, majoration d'un point de la cotisation d'assurance maladie et de 0,4 point de la cotisation d'assurance vieillesse. Un plan de freinage des dépenses de maladie sera mis en place.

- Salaires : Ils ne devront pas augmenter de plus de 6,5 % en 1977.

- Impôt sur le revenu 1977 : exceptées les quatre plus basses tranches, la révision du barème sera très inférieure à la hausse officielle des prix.

voir p.2 et 3

LIBAN

A l'ombre des chars syriens

SARKIS DEVIENT PRESIDENT AU JOURD'HUI A CHTAURA



Aujourd'hui, Sarkis entre en fonction, élu président, il va prêter serment à Chtaura, une ville de la Bekaa sous occupation syrienne. C'est sous le contrôle des troupes syriennes que se place la nouvelle légitimité de l'Etat du Liban.

Depuis son intervention au Liban au printemps 76, le régime syrien a essayé (il en a été empêché par la résistance du peuple libanais), de mettre sous sa tutelle le Liban.

L'organisation de l'investiture de Sarkis à Chtaura est une tentative nouvelle pour

placer le Liban et le président élu à la suite des multiples pressions exercées par Assad pour empêcher l'élection de Edde, sous son entière tutelle.

suite p.12

JUVISY

A SANDERS
LA LUTTE
S'ENGAGE
POUR LA
REINTÉGRATION
DE MOÏSE
BESNAÏNOU

P4

ROUEN

APRÈS LEUR
EXCLUSION
ARBITRAIRE DE
LA CGT
LES
TRAVAILLEURS
DE L'IMRO
ORGANISENT
LA RIPOSTE

P5

NON A L'AUSTERITE, NON AU CHOMAGE

Pas de surprise, le plan de lutte contre l'inflation est un plan d'austérité. Pour l'essentiel ces dispositions sont tournées contre les travailleurs : augmentation de la vignette, du prix de l'essence, augmentation des impôts, relèvement des cotisations de sécurité sociale, blocage des salaires...

Plus de deux ans après l'élection de Giscard, la situation économique de l'impérialisme français ne s'est nullement améliorée. L'inflation se poursuit à un rythme annuel supérieur à 10 %, la balance commerciale est lourdement déficitaire, le franc se dévalue en permanence, la reprise amorcée il y a quelques mois présente des signes d'essoufflement, et le

chômage dont évite de parler le gouvernement, continue de s'aggraver, le cap du million de chômeurs officiels va de nouveau être dépassé.

La persistance de cette situation comporte de graves risques pour l'impérialisme français. L'inflation handicape les exportations en diminuant la compétitivité des produits français par rapport aux concurrents. Après avoir, par le plan de relance, permis aux entreprises de relever leur taux de profit, le gouvernement est amené, aujourd'hui que la reprise piétine, à s'attaquer à l'inflation, pour la ramener au niveau de ses principaux concurrents européens.

Le plan anti-inflation s'attaque presque exclusivement aux travailleurs. Barre attribue en effet l'inflation principalement à l'augmentation des salaires. Selon lui, « la progression des rémunérations constitue, dans les circonstances actuelles, le facteur de hausse des coûts, le plus important... ».

En conséquence, les salaires vont être bloqués. Barre veillera au « maintien strict du pouvoir d'achat ».

Quand Barre parle de « maintien strict », il faut comprendre une baisse sans précédent de notre niveau de vie. Les autres mesures : blocage relatif des prix, baisse de la TVA et limitation des hauts

IMPÔT SÉCHERESSE

Qui va payer ?

Entre les huit milliards avancés par les organisations professionnelles et les 5,6 milliards retenus par les comptes officiels de l'agriculture comme estimation des pertes de revenu des paysans en 1976 à la suite de la sécheresse, le gouvernement a choisi : l'indemnisation ne dépassera pas 6,2 milliards, y compris l'indemnisation des populations de la Guadeloupe déplacées à la suite des menaces d'éruption de la Soufrière.

Aux 2,2 milliards d'acomptes décidés au début septembre s'ajouteront un milliard de prise en charge des intérêts dus par les paysans pour des emprunts en cours, et trois milliards répartis au niveau du département, et qui permettront de doubler les acomptes. A la suite de l'intervention de la FNSEA, dirigée par les gros agriculteurs, le seul pour bénéficier de l'aide pourrait être porté de trente à quarante cinq vaches. Cette extension ne profiterait qu'aux gros éleveurs puisque l'effectif moyen des troupeaux de vaches laitières est d'environ une vingtaine.

On a vu déjà comment le pouvoir utilisait cette question pour faire pression sur les petits paysans les plus frappés et les opposer aux travailleurs :

On a vu déjà comment le pouvoir utilisait cette question pour faire pression sur les petits paysans les plus frappés et les opposer aux travailleurs : d'un côté, on fait l'amalgame entre petits et gros paysans, entre ceux qui pourront s'en sortir sans dommage car ils compenseront la baisse des rendements par une hausse des prix ou en puisant sur leur épargne ou encore en obtenant facilement des crédits privilégiés et ceux qui ne peuvent rien attendre de pareil et sont menacés d'élimination ; on leur reproche d'être trop exigeants. D'un autre côté, on fait appel au devoir de solidarité qui doit s'imposer à tous et donc aux travailleurs ; mais en opposant alors ceux qui paieront, et parmi eux une fraction de la classe ouvrière, et ceux qui ne paieront pas dont on s'efforce de dissocier les intérêts d'avec les précédents.

Les décisions finales confirment cette volonté de division : en dehors d'une majoration de 4 % (1,5 milliard environ) de l'impôt sur les sociétés, et d'un impôt supplémentaire qui frappe un petit nombre de très gros agriculteurs, la facture comprendra une majoration des taxes sur

les automobiles (vignette) et sur l'essence qui frapperont les travailleurs, même si la vignette est majorée davantage pour les grosses cylindrées, et surtout une majoration de l'impôt sur le revenu ; deux taxes dont le montant de l'impôt versé en 1976 (4 500 F et 20 000 F respectivement). Cette majoration intervient alors que du fait d'un relèvement insuffisant des tranches du barème, la proportion d'ouvriers et d'employés soumis à l'impôt augmente chaque année (elle est passée en dix ans de 1962 à 1972 de 30 % à 61 % pour les ouvriers et de 50 % à 75 % pour les employés). L'impôt sur le revenu a connu en outre en 1976 une progression considérable, supérieure à 30 % contre seulement 8 % pour l'impôt sur les sociétés. De sorte que la ponction supplémentaire du plan Barre frappera de nombreux foyers d'ouvriers et d'employés.

Les cadres seront donc loin d'être les seules « victimes » de l'impôt sécheresse. L'imposition des foyers ouvriers est d'autant plus inacceptable qu'elle s'ajoute aux majorations de cotisations sociales et aux restrictions de crédit à la consommation.

Par ailleurs, pour ramener les lamentations des cadres à leur juste proportion, il n'est pas inutile de rappeler que si les cadres sont près de quatre fois moins nombreux que les ouvriers, les salaires qu'ils reçoivent représentent globalement 80 % de ceux des ouvriers.

POLITIQUE DES REVENUS

Depuis le milieu de l'été, les milieux patronaux, la presse bourgeoise, des ministres ou anciens ministres entonnent à pleine voix la vieille chanson de la politique des revenus. Aujourd'hui, Barre a pris place dans la chorale : « La progression des rémunérations constitue le facteur le plus important de la hausse trop rapide des coûts ».

Le but de la politique des revenus est simple : limiter la progression des salaires. Car si la bourgeoisie déclare, à haute voix, que cette politique portera sur tous les revenus, elle ajoute tout bas « pour les revenus non salariaux, il s'agit d'abord de les connaître : revenus des professions libérales, forfaits des commerçants, artisans, agriculteurs, plus-values, résultats des spéculations, profits réels des entreprises, autant d'éléments qui échappent à la connaissance, et donc à l'action » (Usine Nouvelle). Toutes les couches de la moyenne et grande bourgeoisie qui bénéficient d'importants revenus non salariaux seront donc à l'abri de cette politique des revenus. Et ce ne sont pas les dérisoires mesures de taxation des plus-values qui modifieront cette situation.

Comment conduire cette politique des revenus, comment la faire admettre par les masses populaires ? Voilà la grande question, source d'inquiétudes pour Barre et Cie.

LA POLITIQUE DES REVENUS : UNE VIEILLE POLITIQUE

D'autant plus que les expériences encourageantes pour la bourgeoisie. Déjà en 1961, Debré alors premier ministre s'efforçait de mettre en place - sans succès - une police

des salaires en recommandant au CNPF de limiter les hausses de salaires. Mais c'est surtout à la suite de la grande grève des mineurs de 1963 que le gouvernement tente de détourner le mécontentement des mineurs, lié à l'annonce de la liquidation des Houillères, vers des négociations salariales. Les syndicats acceptent de jouer le jeu et participent à la « conférence des revenus ». Mais devant l'intransigence patronale cette conférence ne débouche sur rien. Par contre la mission confiée alors à

Depuis lors, on a vu fleurir les « contrats » de stabilité (1964), de programme (1965), de progrès (1969).

Très régulièrement, les syndicats type FO, FEN ou CFTC ont cautionné activement ces politiques des revenus, notamment dans la Fonction Publique et le secteur nationalisé. Par contre, la CGT et la CFDT ont eu une position plus hésitante : signant tantôt des accords, tantôt les dénonçant. Mais d'une façon générale, cette politique n'est jamais parvenue à briser durablement la volonté des travailleurs de défendre leur pouvoir d'achat.

Pour tenter de faire passer sa politique des revenus malgré la profonde méfiance des travailleurs vis-à-vis de tout ce qui ressemblerait à un blocage des salaires et malgré l'hostilité des directions de la CFDT et de la CGT qui préparent le succès de l'union de la gauche pour 78, Barre veut développer une tactique en trois temps.

PRIX - SALAIRES : UNE FAUSSE SYMÉTRIE

Mais, tandis que tout

LE PRÉLÈVEMENT CONJONCTUREL (LA «SERISETTE»)

Le prélèvement conjoncturel est entré en application le 1^{er} janvier 1975 ; il cesse d'avoir effet lorsque le rythme d'augmentation des prix des produits manufacturés ne dépasse pas 2 % pendant trois mois.

Il s'applique aux 15 000 entreprises les plus importantes. Ce mécanisme consiste à taxer les entreprises qui ont augmenté leurs salaires ou leur bénéfice d'un taux supérieur à une norme nationale fixée à l'avance.

Le prélèvement est égal au tiers de la différence entre l'accroissement de marge (après correction de la variation d'effectifs salariés et d'équipement), correspondant à la norme et l'accroissement réel. Il est remboursé ultérieurement aux entreprises.

TACTIQUE EN TROIS TEMPS

Amorcer la pompe puis diviser pour régner. Barre bloque les prix pour trois mois, les tarifs publics pour six mois ; il abaisse le taux de la TVA ; il veut freiner à tout prix... l'indice des prix.

Se recommandant alors des bons résultats obtenus, faisant valoir les mesures de solidarité qui frappent les rémunérations des cadres supérieurs (revenus de plus de 18 000 et 24 000 F, s'appuyant sur les syndicats jaunes qui ont relativement plus de poids dans le secteur public et nationalisé où il est d'ailleurs patron. Barre s'efforcera d'y bloquer les augmentations de salaires.

Il faut donc dénoncer la fausse symétrie : modération des prix / modération des salaires, qui vise en fait à créer l'illusion d'un partage des difficultés entre patrons et travailleurs. Derrière cet écran de fumée, ce que Barre espère réellement imposer est avoué discrètement dans la presse patronale : « C'est dans l'immédiat une réduction du pouvoir d'achat des Français qu'il faudrait imposer ».

Et soyons sûrs que Bergeron, PDG de Force Ouvrière apportera tout son soutien à cette politique puisqu'il déclare en septembre : « Si on constatait d'ici à la fin de l'année un ralentissement des prix, nous serions amenés à en tenir compte... ».

Puis au nom du principe du maintien de la politique contractuelle, Barre incitera à négocier au niveau des branches en tentant de généraliser les résultats favorables obtenus dans les branches « faciles ».

C'est l'intérêt du patronat pour ajuster au mieux ses positions à la situation économique et au rapport de force avec les travailleurs dans chaque branche.

Les patrons ne se priveront pas de faire valoir les menaces gouverne-

mentales d'utiliser « tous les moyens » pour faire respecter ses « recommandations », et notamment la «serisette» pour refuser des augmentations dépassant la norme officielle de 6,5 %.

PRIX - SALAIRES : UNE FAUSSE SYMÉTRIE

Mais, tandis que tout

NON AUX MENACES DE BARRE

revenus sont secondaires par rapport au blocage des salaires, base de la politique anti-inflationniste de la bourgeoisie en toute circonstance. Elles auront toutefois un effet sensible qui devrait se traduire sur l'indice des prix des prochains mois.

Le plan agira également sur la consommation, non seulement sur la consommation de carburant pour faire baisser les importations par l'augmentation du prix de l'essence, mais aussi par l'augmentation des impôts, la hausse de la vignette, des restrictions de crédit. Ces mesures constituent en outre une importante source supplémentaire de financement pour le budget de l'Etat.

Mais, ces mesures, si elles sont effectivement anti-inflationnistes, présentent un risque grave pour l'économie : la récession. La baisse de la consommation qui en résultera, limitera le marché intérieur et posera des problèmes de débouchés. Le plan Barre pour pallier à ce problème, comprend une autre série de mesures : création d'un fonds d'action conjoncturelle, mesures de crédit avantageux pour les entreprises exportatrices, emprunt pour les PME...

Ces dispositions vont dans le sens du redéploiement de l'économie : orientation de la production vers l'exportation et la diminution de la production pour la consommation intérieure. Mais,

ce n'est que dans un second temps que pourront jouer les mesures d'encouragement aux exportations.

Entre l'inflation et la récession, la marge du gouvernement est étroite ; s'il est certain que l'on verra le rythme de la hausse des prix s'infléchir dans les prochains mois, une baisse durable de l'inflation est tout à fait aléatoire, avec la reprise elle risque de repartir.

Avec le plan Barre, la bourgeoisie tente de faire payer ses difficultés aux travailleurs, c'est pour cette raison que Barre et Giscard nous demandent notre « adhésion ». Seules nos luttes pourront faire échec à l'austérité.

BUDGET 77 : AUSTERITE RENFORCEE

La politique budgétaire est un instrument puissant d'action sur le niveau de l'activité économique, puisque le montant du budget représente environ le quart de la production totale de biens et services. Habituellement, les plans anti-inflation de la bourgeoisie recourent à la limitation des dépenses et à la mise en équilibre voire en excédent du budget, par augmentation de la pression fiscale.

UN BUDGET D'AUSTERITE

Le plan Barre ne faillit pas à cette règle : le budget 1977, comprimé par Fourcade (+ 13,7 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1976) a été conservé. Sa croissance devrait être inférieure à celle de la production dans son ensemble. Il sera présenté en équilibre. Pour bien interpréter cet engagement, il faut se souvenir que les budgets initiaux de 1975 et 1976, bien que présentés eux aussi en équilibre se sont soldés par un déficit substantiel : 38 milliards (près de 15 % du total) en 1975, en partie par suite du plan de relance, 20 milliards en 1976 en dépit des impôts et taxes supplémentaires pour financer l'aide aux agriculteurs.

Mais Barre se donne les moyens de tenir son engagement : si la réduction de certains taux de TVA doit coûter 8 milliards, cette somme sera récupérée, et au delà par le maintien de la majoration de la vignette (2,5 milliards) et les augmentations de l'essence (5,5 milliards) et des droits sur les alcools (0,5 milliards). En outre l'impôt sur le revenu sera encore

réaliseront une ponction sur le revenu qui conjuguera ses effets avec les restrictions de crédit. Alors que la reprise du début d'année fléchit nettement, les risques de rechute de l'activité ne sont pas à exclure (dans le BTP par exemple) avec leur cortège de licenciements, alors que le chômage est déjà considérablement pas (on pourrait ainsi rapidement dépasser le million de demandes d'emploi officiellement recensées).

Toutefois, bien que la bourgeoisie éprouve la tentation d'imposer avec plus de brutalité de nouvelles restructurations que la résistance de la classe ouvrière l'a empêché jusqu'ici de réaliser suffisamment, pour se rapprocher davantage des conditions de productivité de l'Allemagne, c'est l'action sur les revenus qui va prédominer sur le recours à la récession. « Moins d'austérité que de discipline », comme titrait il y a quelques jours un journal patronal.

DES RISQUES DE RÉCESSION

Les majorations d'impôt sur le revenu, assorties des majorations de taxes,

LES RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (BUDGET INITIAL POUR 1976)

| | |
|--|-----------------|
| - Impôt sur la consommation dont taxe sur produits pétroliers | 54,2 % |
| Taxes sur la valeur ajoutée | 5,5 % |
| - Impôt sur le revenu | 42,6 % |
| - Impôt sur les sociétés | 21,7 % |
| - Impôt sur la fortune (droits de succession... vignette automobile) | 10,9 % |
| - Autres recettes | 5,1 % |
| | 8,1 % |
| TOTAL | 100 % |
| | (364 milliards) |

CRÉDIT : RESTRICTIONS MAINTENUES

Le patronat faisait chorus depuis plusieurs jours pour souligner la fragilité de l'économie française, insistant sur la nécessité de « ménager la consommation » qui reste « sage ».

Après les mesures de relance de l'automne dernier, la consommation s'était rapidement accrue, d'un montant sensiblement équivalent aux majorations de prestations sociales décidées alors (environ 4 milliards). C'est essentiellement la petite bourgeoisie et les cadres qui avaient à l'époque profité des nouvelles dispositions (leachs d'automobiles, de chaînes haute fidélité, de télévisions couleurs...).

LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION ET AUX ENTREPRISES CONTRÔLÉ

Par la suite, au printemps, le crédit à la consommation avait été resserré avec la réduction de 30 à 24 mois de

la durée des prêts pour les achats de voitures, et de 24 à 21 mois pour les autres achats. Depuis lors, la consommation avait retrouvé un rythme plus modéré.

Le plan Barre maintient dans l'ensemble ces dispositions, qui demeurent accom-

plaignés d'un contrôle sur la masse du crédit distribué. Mais la hausse continue, depuis le début de l'année, du coût de ce crédit devrait accentuer la pression sur les intentions d'achats à tempéraments, surtout ceux des ouvriers et employés.

Par leur action dépressive sur la demande, elles risquent cependant d'abaisser le niveau d'activité, notamment dans le secteur des biens de consommation (équipement du foyer...) et d'accroître ainsi le chômage. Face aux restrictions de crédit, les entreprises sont d'ailleurs dans des situations très inégales puisque les grosses peuvent plus facilement que les petites avoir accès à la bourse ou aux emprunts à l'étranger.

SÉCURITÉ SOCIALE

Majoration des cotisations et réduction des droits

En janvier dernier, l'appel aux majorations de cotisations (1,5 point représentant une somme de six à sept milliards) constituait la pièce maîtresse du dispositif de colmatage du déficit (dix milliards) prévu à l'époque pour 1976. Il n'a pas suffi. On le renouvelle aujourd'hui. Mais en janvier, la majoration de la cotisation d'assurance maladie portait sur la totalité du salaire et se paraît donc d'une coloration de « justice sociale ».

Aujourd'hui par contre, par concession aux cadres et aux non salariés aux revenus élevés « durement » touchés par l'impôt-sécheresse, la nouvelle majoration ne frappe le salaire que dans la limite du plafond, c'est-à-dire 3 300 francs par mois en 1976.

Autant dire que la plupart des ouvriers et des employés supporteront seuls ce prélèvement sur la totalité de leur salaire égal à 0,5 point de cotisation d'assurance maladie et 0,2 point de cotisation d'assurance vieillesse, le patron payant un supplément de même montant (7 milliards au total). Pourtant, quelle est la cause de ce déficit ? Du côté des dépenses, les honoraires médicaux et surtout les dépenses hospitalières n'ont cessé de grimper à une vitesse accélérée, ces derniers dépassant largement le taux d'augmentation des salaires ; les travailleurs hospitaliers en ont-ils profi-

té ? Certainement pas, ni par leurs salaires, ni dans leurs conditions de travail. Du côté des recettes, il faut rappeler les dettes de cotisations du patronat (de quatre milliards fin 1974, elles se sont accrues d'environ 30 % en 1975) et de l'Etat en tant qu'employeur (sept cents millions). Le chômage et les bas salaires expliquent aussi l'insuffisance de recettes. On peut calculer en effet que si les chômeurs étaient rémunérés au SMIC, les cotisations sociales supplémentaires s'élevaient à neuf-dix milliards à comparer au déficit de deux-trois milliards prévu pour 1977.

La ponction opérée sur les salaires des travailleurs n'est toutefois pas jugée suffisante. Après la scandaleuse campagne orchestrée avec vigueur par le patronat sur « la croissance excessive » des dépenses de santé des travailleurs, sur « l'abus d'arrêts de travail », l'annonce de la limitation du nombre de produits pharmaceutiques remboursables (environ quatre cents spécialités seraient visées dans un premier temps), de la réduction de certains remboursements de dépenses paramédicales et de cure thermique (1 milliard en tout), prélude à une profonde atteinte au droit à la santé des travailleurs. La bourgeoisie va chercher en effet à développer une médecine au rabais limitée aux cas les plus graves. Beullac, le nouveau ministre, n'a-t-il pas déclaré d'ailleurs que les solutions apportées aux problèmes de la Sécurité Sociale devaient tenir compte du « contexte économique nouveau » c'est-à-dire de l'austérité tous azimuts.

S'ajoutent enfin à ce programme diverses opérations « techniques » de trésorerie (accélération du paiement des chèques). Il faut souligner cependant que tout ceci n'est destiné qu'à résoudre les questions immédiates. Il faut s'attendre, pour les prochains mois, à une nouvelle offensive en profondeur contre le droit à la santé pour imposer un freinage important des dépenses d'assurance maladie. Quant à l'élargissement de l'abaissement de l'âge de la retraite, il a toutes chances d'être repoussé à un avenir lointain.

UN EMPRUNT POUR LES P.M.E.

Pour éviter une nouvelle vague d'élimination anarchique de PME, un emprunt sera lancé et mis à la disposition de celles qui apparaissent bien placées dans la « nouvelle division internationale du travail », c'est-à-dire celles qui se restructurent dans les secteurs où les perspectives de profit sont les plus favorables. Cette émission d'emprunt qui aura pour effet d'éponger une fraction de revenu, soustrait de ce fait à la consommation, est à rapprocher d'autres mesures, de nature fiscale ou budgétaire, orientées vers le soutien à l'investissement.

LUTTES OUVRIÈRES

«Câbles de Lyon» à Clichy

DEPLOIEMENT POLICIER POUR EMPECHER UNE REUNION DES TRAVAILLEURS

La section syndicale CGT des «Câbles de Lyon» à Clichy, avait décidé d'appeler les travailleurs de l'usine à une réunion mardi après-midi à la cantine pour discuter des moyens d'action à mettre en œuvre dans la lutte contre le licenciement de Jean-Louis Raboutet, le secrétaire de la section.

C'est un déploiement policier impressionnant qui les attendait : six voitures de RG bloquaient l'accès de la cantine située à l'extérieur de l'usine, pendant que des voitures-piés bourrées de flics en uniformes faisaient des rondes dans le secteur. En plus, les cadres avaient été envoyés en masse par la direction.

«Pour que la lutte s'engage vraiment, il faut discuter sans relâche, patiemment, avec tous les camarades de l'usine. Il faut remonter un certain découragement, disait hier un délégué CGT. La maîtrise dans les ateliers mène un intense travail de démobilisation».

L'ensemble des mesures prises par la direction montre sa peur. Elle a besoin de calme pour mener à bien la liquidation de l'entreprise qu'elle projette. Pour le moment, la tâche urgente, c'est de démonter un par un, par la discussion, les arguments répandus sur le

thème : «Il n'y a plus rien à faire, de toutes les façons, c'est décidé de très haut, que peut-on faire?».

Deux autres licenciements sont prévus, Beullac devant se prononcer le 23 octobre. D'ici là, des initiatives de toutes sortes seront prises tant sur le terrain de la lutte. «De toutes façons, ils ne réussiront pas à étouffer notre syndicat», dit J.L. Raboutet. Ils espèrent, en virant les «têtes», réduire à néant le travail effectué depuis des mois par une section CGT combative. Dans tous les cas, notre syndicat poursui-

vra son boulot et, dans l'immédiat, nous allons utiliser tous les moyens pour empêcher le licenciement des deux camarades en même temps que nous lutterons, dans un premier temps pour imposer légalement ma présence dans l'usine».

Le «soutien» de l'UL-CGT à la section des «Câbles», c'est exactement le soutien de la corde au pendu. Personne n'a oublié les violentes attaques ni les tracts calomnieux de l'UL, par des «militants extérieurs» aux portes de l'usine de Clichy. Aujourd'hui, tout en se frottant les mains, ils réclament officiellement la réintégration de J.L. Raboutet.

La section CGT des «Câbles» est gênante, tant pour la direction que pour le P«C»F qui ne parvenait pas à la soumettre à ses vues. Sur le «soutien» de l'UL et de «l'Humanité», les travailleurs des «Câbles» et leur section CGT ne se font pas d'illusions. Ils auront encore à les combattre sur la voie de la lutte contre la répression.

APRÈS LA MORT D'UN OUVRIER, UN DIRECTEUR D'USINE INCULPÉ D'HOMICIDE INVOLONTAIRE

L'«ACCIDENT» GUETTAIT DEPUIS 5 ANS

Lundi, un ouvrier de 55 ans, M. Perez-Ramon, était broyé par un laminoir de l'usine Bourdeau-Guedelot à Drancy.

Cet horrible «accident» n'a en fait rien d'un accident. Le procureur de la République de Bobigny, qui s'est rendu rapidement sur les lieux a dû le reconnaître : «Aucune règle de sécurité précise édictée par le Code du Travail n'avait été enfreinte, mais cependant une grave imprudence pouvait être imputée à la direction de l'entreprise qui avait laissé fonctionner un matériel particulièrement dangereux sans prendre les précautions qui s'imposaient».

La responsabilité de la direction est écrasante. Le substitut déclarait : «Même un néophyte pouvait voir immédiatement le grand danger de cette installation». Mais plutôt que de perdre de l'argent, la direction a préféré envoyer un ouvrier de 55 ans à la mort. Comme le déclarait le délégué CFDT de l'usine : «pour ne pas casser le rythme de la production, on a redemandé aux ouvriers de ne pas attendre l'arrêt de la machine». Pour la rentabilité, pour le profit !

Face à cette situation, la justice bourgeoise s'est trouvée dans l'obligation d'inculper le directeur pour homicide involontaire. Elle l'a mis sous contrôle judiciaire : il doit rester à la disposition de la justice et ne peut quitter son domicile. Cette affaire témoigne de l'aggravation de la crise idéologique dans l'appareil judiciaire. Devant la colère des travailleurs et les

luttés sur la sécurité, la justice de la bourgeoisie est contrainte de prendre un certain nombre de mesures dans les cas les plus voyants. Mais ceci reste très limité. Pourquoi parler d'homicide «involontaire», alors que c'est consciemment et délibérément que les patrons risquent la vie des travailleurs pour le plus grand profit de la rentabilité ? Il s'agit bien là d'actes volontaires, et non d'imprudences. De plus, dans le cas de M. Perez, on peut se demander comment il se fait qu'une telle situation de danger ait pu se prolonger cinq ans. L'inspection du travail n'était-elle pas au courant ?

Quelles que soient les décisions de la justice, la seule riposte à donner à ce nouveau crime est la lutte contre la rentabilité capitaliste, pour de véritables mesures de sécurité.

C'est le moins qu'on puisse dire : la machine en question est un laminoir dont la tôle, une fois laminée s'enroule sur un rouleau. Un mauvais réglage de l'épaisseur de tôle (ou un vice d'origine ?) faisait que la tôle s'enroulait mal. Aussi le patron n'avait rien trouvé de mieux que de créer un poste spécial pour pallier cette défaillance : un ouvrier travaillait dans la fosse à glisser des bouts de papier dans le rouleau de tôle pour rétablir la bonne épaisseur. D'où il était situé, le conducteur de la machine ne pouvait voir cet ouvrier, il n'a pu donc l'arrêter quand elle a happé le bras de M. Perez. Et cette situation de danger permanent durait depuis 5 ans !

Face à ce nouvel assassinat du capital, les ouvriers ont immédiatement réagi. Ils ont débrayé dès l'annonce de l'accident puis ont organisé un défilé de protestation dans les rues de Drancy, se rendant jusqu'à la Courneuve et passant devant l'hôpital franco-musulman. La colère des travailleurs a fait reculer le patron : la machine est arrêtée, et les ouvriers ont obtenu satisfaction sur leurs revendications de sécurité.

Sanders à Juvisy

LE DÉLÉGUÉ CGT EST LICENCIÉ

DEFENDONS LE SYNDICALISME DE CLASSE

On ne compte plus le nombre de délégués syndicaux victimes de la répression patronale aujourd'hui. Ou plutôt si, car ils sont nombreux ! C'est le cas de Besnainou, délégué du personnel CGT et délégué du comité d'entreprise à l'usine Sanders de Juvisy, licencié il y a 15 jours !

Par ce licenciement, la direction du trust Sanders veut couper court au travail qu'a engagé la section CGT depuis des mois, en vue de construire l'unité des paysans et des ouvriers contre sa dictature, une section qui depuis un an et demi, mène une lutte quotidienne contre les bas salaires et les conditions de travail.

Faut-il d'autre part, porter l'affaire devant le tribunal ?

LES TENTATIVES DE CORRUPTION DE LA DIRECTION

De l'avis de beaucoup, non ! Car ce serait en fin de compte reconnaître le licenciement. C'est une tout autre logique qui anime la section CGT. Alors que la direction de Sanders pour se débarrasser au plus vite de Besnainou, l'invite «à ne pas effectuer son préavis de licenciement (!)», celui-ci a décidé de rester dans l'usine. Cette volonté fait peur à la direction qui n'a rien trouvé de mieux que de proposer à Besnainou une somme de plus d'un million pour qu'il cesse tout combat !

Peine perdue. Dès cette semaine, la section CGT a décidé de mobiliser les travailleurs de l'usine, en faisant quotidiennement un travail d'explication pour

MAIS LA LUTTE S'EST ENGAGÉE

Alors qu'un débrayage a déjà eu lieu dans l'usine, qu'une pétition de soutien a recueilli une centaine de signatures, la section CGT a décidé de porter la lutte pour la réintégration de Besnainou à un niveau plus large. Avant hier, elle convoquait à une réunion tous ceux qui veulent se battre aux côtés des travailleurs de l'usine, en vue de créer un comité de soutien.

Le débat auquel a donné lieu la réunion n'a pas été

effet, que veut dire l'immunité des délégués syndicaux dans la période ? ceux-ci ont une certaine protection obtenue par la lutte des travailleurs mais cette protection qui outre est limitée, est remise en cause, on le sait, comme tous les droits acquis, par le patronat. Et de quelle protection s'agit-il ? La note intitulée «l'affaire Besnainou» et diffusée par la CGT qui, avec FO a voté le licenciement : indique «A notre avis, déclare-t-elle «immunité» ne veut pas dire possibilité de faire n'importe



inutile car la lutte ne fait que commencer et il était nécessaire de savoir dans quelle direction aller !

POUR QUEL SYNDICALISME

Ainsi s'exprimera à maintes reprises le point de vue selon lequel «Besnainou en tant que délégué est immunisé contre le licenciement, il ne craint rien et il est de plus dans son bon droit. Il n'a qu'à porter plainte devant le Prud'homme». Une telle façon de voir les choses sera longuement combattue : en

quoi en toute impunité». Les choses sont claires. N'importe quoi, c'est-à-dire aller jusqu'à lutter contre le trust Sanders, compromettre son «image de marque», refuser de «participer au développement des ventes» comme l'explique la CGT ! En clair, le patronat de Sanders, comme l'ensemble du patronat rêve d'un syndicalisme de collaboration de classe. Il n'admet pas celui qui lutte conséquemment avec les travailleurs, pour refuser de faire les frais de la crise ! Mais la réunion le montrera c'est bien ce syndicalisme là qu'il s'agit de défendre !

montrer en quoi derrière le licenciement du délégué, c'est toute la section syndicale qui est visée («Si on laisse faire ça, après il y en aura d'autres»), en quoi c'est la porte ouverte, à terme à l'impossibilité de lutter contre le trust.

Le comité de soutien, parallèlement, va engager un travail de popularisation, à la fois sur la ville mais aussi sur les différentes usines dont faisait partie les travailleurs présents (PUK, etc). Et l'idée d'un meeting avec d'autres usines est dans l'air.

D'AUTRES LICENCIEMENTS MENACENT LES TRAVAILLEURS CHEZ POCLAIN

Lundi 20 septembre 1976, la direction de Poclain annonçait 300 licenciements pour «raison économique» dans deux de ses usines : à Plessis-Belleville et à Compiègne, licenciements touchant particulièrement les employés de bureau.

Il y a quelques mois déjà, la direction avait brandi la menace de 500 licenciements sur ses quatre usines : Plessis-Belleville, Crépy-en-Valois, Compiègne et La Verberie, puis, revenant sur ses déclarations, elle avait annoncé : «Pas de licenciement avant la fin de 76».

Lundi matin à 10 H, les réactions ont été vives. D'après une note parue dans le «courrier Picard» hier matin, la direction a confirmé son intention de continuer à jeter les travailleurs à la rue si les 300 premiers licenciements ne suffisaient pas.

• 1500 travailleurs de l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons ont débrayé mardi pendant deux heures, à l'appel de la CGT et de la CFDT pour protester contre le licenciement d'un délégué syndical CGT. Hier, 400 travailleurs d'autres usines de Saint-Fons ont manifesté dans les rues de la ville avec en tête, des drapeaux rouges et des banderoles, et les mots d'ordre : «Liberté syndicale, liberté politique ; non à la répression, oui aux revendications».

LUTTES OUVRIÈRES

APRÈS LEUR EXCLUSION
ARBITRAIRE DE LA CGT

LES TRAVAILLEURS DE L'IMRO ORGANISENT LA RIPOSTE

Aujourd'hui, c'est l'assemblée générale des «obstinés de l'IMRO». Le point numéro un de l'ordre du jour sera bien évidemment l'exclusion des six de la CGT. Les idées pour organiser la riposte ne manquent pas. Il est prévu une série de meetings dans différentes villes avec d'autres usines en lutte. Des affiches vont bientôt sortir, une lettre ouverte et une pétition nationale vont être lancées. Les bases de la lutte ne changent pas : il s'agit de poursuivre le combat pour l'emploi en y ajoutant un nouveau front de lutte, celui de leur réintégration dans le syndicat CGT.

Ce soir à 18 H, se tient la réunion du Comité de soutien. Là aussi, les tâches sont nombreuses, mais les travailleurs de l'IMRO sont décidés à continuer la lutte, le soutien ne pourra que s'élargir.

COMMUNIQUÉ DES
TRAVAILLEURS DE
L'IMRO

Après l'expulsion par les forces de police de notre imprimerie occupée depuis le 29 septembre 1975 et notre exclusion du syndicat du Livre CGT, le 20 septembre, nous nous trouvons aujourd'hui sans moyens financiers pour poursuivre le combat ainsi que la parution de notre journal «Spécial-Licenciements». L'ensemble des comités de soutien IMRO français, anglais et allemands lancent dès maintenant un appel à la solidarité.

Faites parvenir votre aide financière à :
Comité de soutien IMRO
183, rue St Julien - 76100 Rouen - France

EXTRAITS DE «SPÉCIAL-LICENCIEMENTS»

JUIN : «NOUS ETIONS DÉJÀ
EXPULSÉS»

DÉCLARATION DE L'UD-CGT DE SEINE MARITIME

Dans le cadre de popularisation de leur lutte, les travailleurs à l'initiative de leur section syndicale CGT ont organisé les 12-13 juin 1976 une opération «porte ouverte».

Lors de l'ouverture de cette manifestation, le samedi 12 juin, le secrétariat de l'UD constatant la présence d'éléments et de stands «gauchistes» dans l'entreprise, a décidé après en avoir informé la section syndicale de se désolidariser de cette manifestation.

Celle-ci d'une part ayant perdu son unique objet : populariser la lutte juste des travailleurs de l'IMRO et le scandale que constitue la volonté du pouvoir et du patronat de laisser en sommeil cet outil de travail.

D'autre part, la direction de l'Union Départementale ne pouvant en aucun cas participer à une manifestation noyautée par des éléments irresponsables et provocateurs.

A plusieurs reprises, l'Union Départementale avait fait la remarque aux militants de l'IMRO de cette complaisance anormale vis-à-vis de ces éléments qui depuis des années tentent de dénaturer le sens des luttes menées par les travailleurs pour battre en brèche la politique anti-sociale du CNPF et de son pouvoir, privilégiant l'action minoritaire à l'action de masse, mènent des actions provocatrices, portent le plus souvent leurs coups contre la puissante organisation syndicale de classe et de masse des travailleurs : la CGT. Une organisation de lutte qu'ils se sont forgés patiemment au prix de lourds sacrifices depuis près d'un siècle.

Rouen, le 14 juin 1976

UN NOUVEAU COUP DE BARRE CONTRE LA SANTÉ

Licenciements et mutations
dans les hôpitaux de Paris

A l'Assistance Publique on n'a pas attendu le plan Barre pour appliquer des mesures d'austérité ! Dans 15 hôpitaux de Paris la Direction Générale est en train de licencier entre 500 et 800 agents hospitaliers intermittents, embauchés pour l'été sous contrat à durée limitée (200 à la Salpêtrière, 100 à Broussais, 70 à St Antoine etc)

Il viennent de recevoir une lettre de l'Administration les informant que leur contrat qui expire le 30 septembre ne sera pas renouvelé.

Ainsi ces travailleurs vont se trouver sans travail et aussi sans indemnités de chômage, car d'une part l'Assistance Publique ne cotise pas à l'ASSEDIC et d'autre part pour l'Administration, ces travailleurs ne sont pas licenciés mais seulement...en «fin de contrat» ! Ceci montre une fois de plus que lorsque «l'Etat est le patron» ça n'a rien à envier au secteur privé, et qu'il n'hésite pas à utiliser les méthodes «d'esclavage mo-

derne» que sont les embauches sous contrat à durée limitée, sous prétexte de «comblés des déficits budgétaires» (de l'ordre de 33 millions pour les 6 premiers mois 76 affirme la direction de l'A.P.)

D'autre part, les aides-soignants diplômés en juin dernier sont mutés dans d'autres hôpitaux, sinon l'Administration ne les nomme pas, et ils continueront à percevoir seulement la paye d'agent hospitalier.

L'ouverture d'hôpitaux ou de nouveaux services hospitaliers en banlieue exige une embauche de personnel, mais comme le gouvernement refuse toute augmentation des crédits, c'est en prélevant du personnel dans les différents hôpitaux de Paris et en les affectant à ces nouveaux services que l'A.P. compte pallier aux carences et gérer la misère !

Mais la riposte des travailleurs hospitaliers se prépare. Dans plusieurs hôpitaux se tiennent des Assemblées Générales pour envisager les formes de lutte, sur les mots d'ordres suivants : «pas de licenciements, ni de mutations», «création de cadres budgétaires et embauche de personnel».

Correspondant hôpitaux
de ParisRéponse des travailleurs de l'IMRO
(Extraits)

SERIONS-NOUS DE TROP ? ...

Depuis le 29 septembre 1975, les travailleurs de l'IMRO occupent leur entreprise. Nous avons été évacués par les forces de l'ordre, le vendredi 17 juillet à 4 H du matin. Pendant ces dix mois d'occupation, nous avons pris de nombreuses initiatives afin de populariser notre lutte.

COMMENT SE SONT
DÉROULÉS CES 10 MOIS
D'OCCUPATION ?

L'entreprise était ouverte en permanence à tous ceux qui soutenaient notre lutte sur les bases et les modalités que nous avions décidées démocratiquement en Assemblée Générale.

Peut-on dire que nous avons été manipulés ? Non ! Nous avons discuté avec tous ceux, toutes les organisations progressistes qui sont venus nous voir. Aucune organisation politique ne peut prétendre avoir dirigé, ouvertement ou par manipulation, notre lutte.

Si nous avons pu discuter avec tous, accepter le soutien de tous, c'est parce que nous nous sentions forts, forts de la pratique syndicale ouverte et démocratique qui était la nôtre depuis plusieurs années, pratique qui a fait que nous avons mené au succès de nombreuses luttes, bien avant le 29 septembre 1975. Du fait de notre pratique, la majorité des travailleurs de l'IMRO avaient pris de nombreuses responsabilités syndicales, et les propositions de lutte et d'action étaient discutées et prises par l'ensemble des travailleurs.

Notre action a eu un grand mérite : renforcer la combativité et la conscience de

classe de tous les travailleurs de l'IMRO, renforcer la CGT.

Du fait de la force de l'organisation syndicale à l'IMRO, nous avons toujours considéré que nous étions les plus à même de comprendre les aspirations des occupants de l'imprimerie et également de savoir quels types d'initiatives prendre. Il est bien évident que nous en informions l'UD. Plutôt que se désolidariser, l'UD n'aurait-elle pas dû s'appuyer sur nos initiatives pour renforcer l'action et la conscience syndicale, là où elle était la plus faible ? C'est de cette manière que la FFTL et la CGT se renforceront, ce sont les meilleures garanties pour en faire des organisations de masse, des travailleurs conscients et non des organisations où les travailleurs suivraient sans discuter ni toujours comprendre les directives syndicales.

Nous avons organisé les 12 et 13 juin 1976 deux journées «portes ouvertes». Nous avons invité toutes les entreprises en lutte à tenir des stands à l'IMRO et il est regrettable qu'elles aient été si peu nombreuses à répondre à notre appel (Lip, Caron-Ozanne, le Comité de Chômeurs CGT de Rouen, etc... étaient là). Deux mille personnes ont participé à ces deux journées, ce qui a constitué pour nous un

succès inespéré car seul les travailleurs de l'IMRO et les organisations d'extrême-gauche ont appelé à ces journées.

La très grande majorité des deux mille personnes qui y participaient ont regretté que le Fédé ne tienne pas le débat sur le démantèlement de l'imprimerie, débat auquel elle s'était engagée. Elle a refusé ce débat sous prétexte que nous ne contrôlions pas l'appartenance syndicale des visiteurs.

Nous ne regrettons rien de ce que nous avons fait. Nous refusons les attaques dont nous sommes l'objet qui démoralisent et inquiètent de nombreux travailleurs de l'IMRO, mais également des travailleurs d'autres entreprises. La CGT est une organisation syndicale ouverte à tous les travailleurs quelles que soient les races, les opinions politiques ou religieuses. Les travailleurs de l'IMRO ne comprendraient pas que leur lutte soit dénoncée, que des sanctions soient prises contre certains d'entre eux par esprit partisan. Nous avons le sentiment d'avoir accompli notre devoir de travailleurs en lutte, et nous appelons l'ensemble des travailleurs à nous soutenir dans notre combat, contre le patronat et le pouvoir qui veulent faire payer la crise aux travailleurs.

Des travailleurs de l'IMRO
syndiqués CGT

Contre la répression anti-syndicale dans la fonction publique

La lutte engagée contre la mutation arbitraire du secrétaire du syndicat CGT du Ministère de l'Industrie et de la Recherche se poursuit : 500 personnes participaient mardi à un meeting de protestation, rue Barbet de Jouy (7^{ème} arrondissement). Six syndicats s'étaient mobilisés à cette occasion contre la répression frappant J. Langanier «un secrétaire de syndi-

cat particulièrement actif», à l'initiative de la création de 3 sections syndicales et de luttes importantes dans ce secteur de la Fonction Publique. Une pétition qui a déjà réuni plus de 1 300 signatures sur 5 000 agents «exige le maintien sur place de Langanier».

«La mobilisation doit se

poursuivre pour stopper l'offensive répressive dans l'appareil d'Etat» indiquait hier le Syndicat CGT INSEE, solidaire. L'Union des Fédérations de Fonctionnaires CGT et l'Union des Fédérations de Fonctionnaires et assimilés CFDT envisageaient la suite à donner à leur soutien face à d'Ornano, ministre-patron de l'Industrie et de la Recherche.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

REVOLTANT!

YVETTE, 35 ANS, VICTIME DE LA MÉDECINE À LA CHAÎNE, EST INFIRME À VIE

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand vient d'accorder 350 000 F de dédommagement à Yvette Lebout pour une «faute de service» accomplie par le centre hospitalier de Vichy. En 1965, Yvette a 24 ans, elle travaille comme employée chez un primeuriste. Enceinte, elle va accoucher au centre hospitalier de Vichy, où par crainte de complications, on lui fait subir une césarienne. Le chirurgien réclame du sang pour la transfuser. C'est à ce moment que toute la vie d'Yvette sera brisée. On lui passe un sang d'un autre groupe que le sien, celui réservé à une femme qui a la même nom qu'elle, sans le vérifier ! Ses reins sont détruits. Depuis, elle doit aller trois fois par semaine à Clermont-Ferrand en ambulance. Elle subit à chaque fois huit heures de rein artificiel. Le soir, l'ambulance la ramène.

Le lendemain, elle sort un peu, dans une petite voiture, les mains bandées à cause des perfusions. Elle n'a que 6 de tension en permanence, n'a plus qu'1 200 000 globules rouges, le tiers de la normale, ne peut absorber de liquide et ne peut plus uriner du tout. Son enfant est confié depuis

sa naissance à ses grands-parents. Il aura fallu onze ans pour que le tribunal décide une indemnisation, devant une affaire aussi simplement révoltante ! De plus, estimant l'erreur «admissible», la justice bourgeoise n'a même pas recouru aux sanctions pénales ! Pour le directeur de

l'hôpital «C'est un malheureux concours de circonstances», «une faute de service» ! Pour le centre de transfusion sanguine, ces erreurs sont «exceptionnelles», pourtant dans de nombreux établissements hospitaliers, les cadences sont si incroyables qu'il arrive que des vérifications obligatoires soient mal faites ou par un personnel de remplacement qui ne maîtrise pas les techniques de groupage. Non, l'affaire de Vichy n'est pas une erreur, c'est une conséquence révoltante de la médecine à la chaîne ! Les économies supplémentaires que la bourgeoisie veut faire sur les dépenses de maladie multiplieront à coup sûr de tels faits. La vie brisée d'Yvette sera désormais un acte d'accusation permanent du capitalisme.

Vers la pomme de terre à 6 F le kilo !

Les ménagères s'indignent à juste titre du prix des pommes de terre. En un an, les prix ont augmenté de 300 % en moyenne, et de 400 % dans certains points de vente. Vendu entre 70 et 80 centimes en septembre 1975, le kilo de pommes de terre peut atteindre maintenant 3,50 F. Les pommes de terre Roseval atteignent maintenant jusqu'à 5,80 F le kilo. Et la plupart de ces pommes de terre hors de prix sont, de plus, de qualité très médiocre : tellement petites qu'il y a un an personne n'en aurait voulu.

La raison principale de cette hausse n'est pas la sécheresse mais l'organisation capitaliste de la distribution. Les grossistes avaient provoqué la hausse des prix de l'hiver dernier en dirigeant une part énorme de la production française vers les marchés étrangers, jugés plus rentables. Et ils avaient organisé volontairement la pénurie pour faire échec à la taxation. Fourcade avait en effet interdit de vendre le kilo de Bintje plus de 94 centimes le kilo (il est vrai que c'est la seule pomme de terre qui entre dans le calcul de l'indice des prix). La mauvaise récolte de cette année va renforcer leurs spéculations. De plus les spécialistes s'avouent incapables de prévoir la situation du marché dans les mois à venir, en raison de l'incohérence des statistiques. Une chose est sûre : ils entendent faire payer la crise aux travailleurs.

Le député UDR, Hector Roland, a annoncé qu'il allait fonder une «Union Nationale Perspective 78 pour une société libérale réfléchie», sans rire.

Emission de télévision sur le fluor

PECHINEY SUR LA DEFENSIVE

C'est à trois intéressantes émissions que nous avons pu assister sur TF1, vendredi, lundi et mardi, dans l'émission «A la bonne heure», sur le thème : fluor, ami ou ennemi ? Étaient invités : Jean Carlier, de RTL, Docteur Durand, dentiste près de Noguères, le médecin-chef de Pechiney, Coulon et Serpette, directeur général de Pechiney.

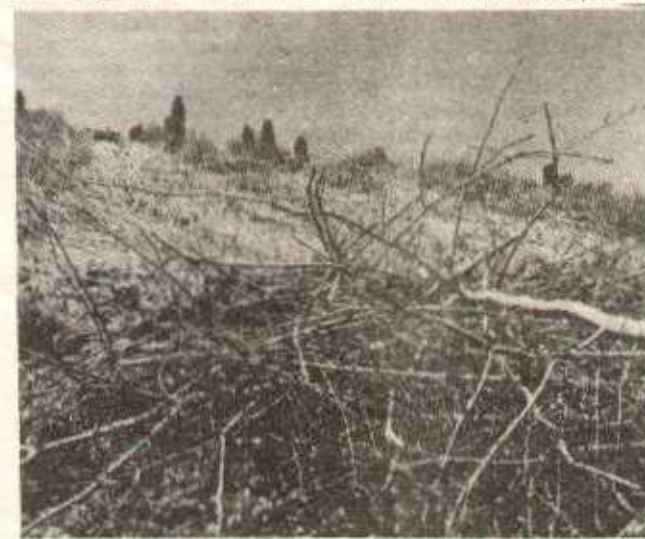
Les images souvent frappantes montraient les dégâts occasionnés par la pollution fluorée émanant des usines PUK aluminium sur la végétation, l'agriculture, les animaux d'élevage.

«Ici, l'automne commence en juin», ce sont les paysans de Lannemezan qui parlent. Roland Abadie, un paysan qui lutte depuis de longues années contre PUK, nous explique les conséquences du fluor sur les plantes, la nécrose des feuilles. Les céréales sont atteintes à 80 % parfois à trente kilomètres de l'usine. Les paysans dénoncent le chantage à l'emploi que Pechiney brandit pour diviser les ouvriers des paysans. Madame Barbet, une paysanne qui vit dans un décor d'apocalypse : les arbres noirs et morts à cause du fluor sont le sinistre décor de sa maison en haut de la côte de Labarthe à Lannemezan, montre son triste jardin, ses volailles malades, les vitres attaquées par l'acide. Elle appelle «ceux qui ont des enfants à lutter, à se grouper».

Des usines, nous ne verrons rien : PUK en a refusé l'accès aux caméras de la télévision, pour pouvoir cacher la colère de ses ouvriers, leurs conditions de travail révoltantes.

C'est la peur de la répression de PUK qui fait taire les ouvriers, qui ont pourtant long à raconter sur la mort lente des cuivistes. Ces troubles, le docteur Lafourcade de Pau les décrit

pourtant. Après ce bilan des méfaits de PUK, un débat a lieu. D'emblée, maniant la morgue et le cynisme, le directeur de Pechiney et le médecin à sa solde, sur la défensive, cherchent des justificatifs. «Il n'y a pas d'autre procédé pour fabriquer l'aluminium ; il n'existe pas de solution technique pour supprimer la pollution».



Quand le journaliste de TF1 et Jean Carlier rappellent que le problème est dénoncé depuis 1908, le directeur de PUK répond «la sensibilité à ce problème est plus récente» pour justifier l'assassinat de nombreux travailleurs et la ruine des paysans pendant presque un siècle.

On apprend au passage que PUK a même accusé M. et Mme Beaud, auteurs du livre «Une multinationale :

PUK» sous prétexte de ne pas vouloir de «polémique politique» : «La polémique n'a pas cours ici».

Enfin, le problème capital de la fluorose humaine, maladie professionnelle non reconnue, vient sur la table. Le docteur Durand entame la question et à le culot de répondre «aucun cas ne nous a été signalé par les médecins proches de l'usine». Cet argument fait long feu grâce aux éléments apportés par le Dr Becchio, du Clisact, qui apporte la preuve

que de nombreux ouvriers sont intoxiqués et appelle à l'union des travailleurs sur toutes les usines. Il manquait pourtant quelque chose à cette émission qui a permis de marquer un point contre Pechiney : la voix de cet ouvrier de 55 ans atteint de fluorose qui n'a pas pu témoigner, sur le plateau, de sa vie d'exploitation, de ses souffrances, de sa lutte...

P. PUJOL

A ETAMPES : DES DIZAINES DE JEUNES NE PEUVENT S'INSCRIRE AU C.E.T.

Monsieur Haby nous promettait une rentrée sans bavure. Eh bien, comme chaque année, il s'est moqué des enseignants et des parents d'élèves. L'exemple nous en est donné cette année au CET à Etampes. En effet, des dizaines de jeunes qui avaient fait leur inscription en temps utile se sont vu refuser l'accès de l'établissement faute de place. Ils sont maintenant sur la liste déjà longue des chômeurs en attente de leur premier emploi. Les élèves qu'on pourrait juger privilégiés vu leur admission, sont malgré tout entassés dans des classes bondées par quarantaines ou cinquanteaines de jeunes. Qu'en conclure quand on sait que les étudiants n'ont qu'un livre de français pour deux, une machine à écrire pour deux, qu'ils sont toujours sans professeur de mathématiques.

L'école d'Haby, école de crise, traite les enfants des travailleurs avec un mépris total. En attendant la scolarité gratuite qu'on nous promet pour 1983, les tra-

vailleurs voient la réalité : une école au rabais, qui condamne les jeunes au chômage avant même qu'ils aient pu apprendre un métier.

CGEE-ALSTHOM VILLEURBANNE : NON À LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Mercredi matin, les travailleurs de la CGEE Alsthom, à Villeurbanne, à l'appel de leurs deux sections, CFDT et CGT ont débrayé à 90 % de 9 h 30 à 11 h 30. Pendant trois quarts d'heure, ils ont bloqué le boulevard de ceinture ainsi que les rues proches de l'entreprise. Leurs revendications : 2 240 F minimum pour 40 heures, soit 520 F d'augmentation. Alors que chaque année au mois d'octobre se négocient les augmentations avec le patron, les travailleurs de la CGEE ont pris les devants pour bien montrer, avant même l'annonce du plan Barre, qu'ils refusent toute politique d'austérité, tout blocage des salaires.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

En exposant son plan, en appelant aux sacrifices, Barre, hier soir à la télévision a très crument révélé ses intentions menaçant ouvertement les travailleurs qui refusent l'austérité, le chômage, l'appauvrissement : toute atteinte à l'ordre public sera immédiatement et sévèrement réprimée, a-t-il dit à l'adresse des ouvriers qui occuperont les usines qui ferment, à l'adresse de ceux qui partiront en grève pour imposer un rattrapage pour leur salaire, à l'adresse des petits paysans qui refuseront de faire les frais de la sécheresse.

Le langage qui nous a été tenu hier, c'est le langage d'une bourgeoisie en crise, qui après avoir essayé maints remèdes, tente une nouvelle fois de surmonter ses difficultés en pressurant encore plus les travailleurs, en les réduisant à l'inaction par un chantage massif et persistant

à la répression. Ce chantage gouvernemental qui a déferlé hier, ne laissera pas les travailleurs sans réponse.

Ouvriers, petits paysans, employés, victimes de cette politique antipopulaire, il faut organiser la riposte, il faut refuser le chantage de la bourgeoisie et les menaces de Barre. Écartons les grossières tentatives de division par la bourgeoisie, entre ouvriers victimes du super impôt, et travailleurs provisoirement épargnés, entre ouvriers et petits paysans. Écartons de notre chemin ceux qui nous conseillent d'attendre 78, et les échéances électorales, ceux qui font tout pour décourager nos luttes, les empêcher de se coordonner, ou les dévoyer dans des journées d'action bidons.

Engageons l'action dès aujourd'hui. A la bourgeoisie de payer la crise. Unité populaire.

NON À L'IMPÔT SÉCHERESSE, NON AU BLOCAGE DES SALAIRES, NON À L'EXTENSION DU CHÔMAGE, NON AUX MENACES DE BARRE.

Thaïlande

LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE ARMEE ET LA PEUR DES AMERICAINS

A l'heure où le gouvernement thaïlandais de M. Seni Pramot paraît singulièrement affaibli, la lutte gagne du terrain. A tel point que l'ISOC (Commandement des Opérations de Sécurité Interne), organisme chargé du renseignement et de la répression de la guérilla, mis en place par les Américains, a rédigé un rapport très alarmiste sur la situation.

L'armée populaire compterait aujourd'hui près de neuf mille soldats permanents ; en janvier dernier, on signalait des concentrations de plus de deux mille soldats dans le Sud du pays. Plus récemment, en juin dernier, dans la région du Khao Kor, au Nord du pays, le gouvernement thaïlandais a été obligé d'amener des renforts et a fait intervenir l'aviation pour débloquer deux cents soldats gouvernementaux encerclés.

Ce rapport s'inquiète des progrès de la lutte armée, et estime qu'au cours des deux prochaines saisons sèches, l'insurrection en arrivera à la guerre mobile et à l'organisation d'attaques par des bataillons contre les forces militaires thaïlandaises affaiblies et les structures gouvernementales.

L'ISOC évalue l'encadrement politique de la guérilla dans tout le pays à environ quatre vingt-cinq mille activistes... Elle disposerait maintenant d'une structure opérationnelle dans près de quinze «aires». Même si les informations révélées par l'ISOC sont sujettes à caution, elles révèlent la peur de l'impérialisme US de voir la Thaïlande lui échapper.

L'impérialisme américain prétend rester le plus possible en Thaïlande. Bien que depuis le 20 juillet dernier, les troupes US aient été obligées de quitter le pays, il reste encore des conseillers militaires. Et si les bases américaines de Lhokah et de Ramasun ont été démantelées, celle de Takhil qui abritait les FIII pendant la guerre d'Indochine a été

La coalition de droite en Thaïlande mène une politique contradictoire vis-à-vis des Américains, surtout depuis la victoire d'une tendance pro-américaine en avril dernier aux élections.

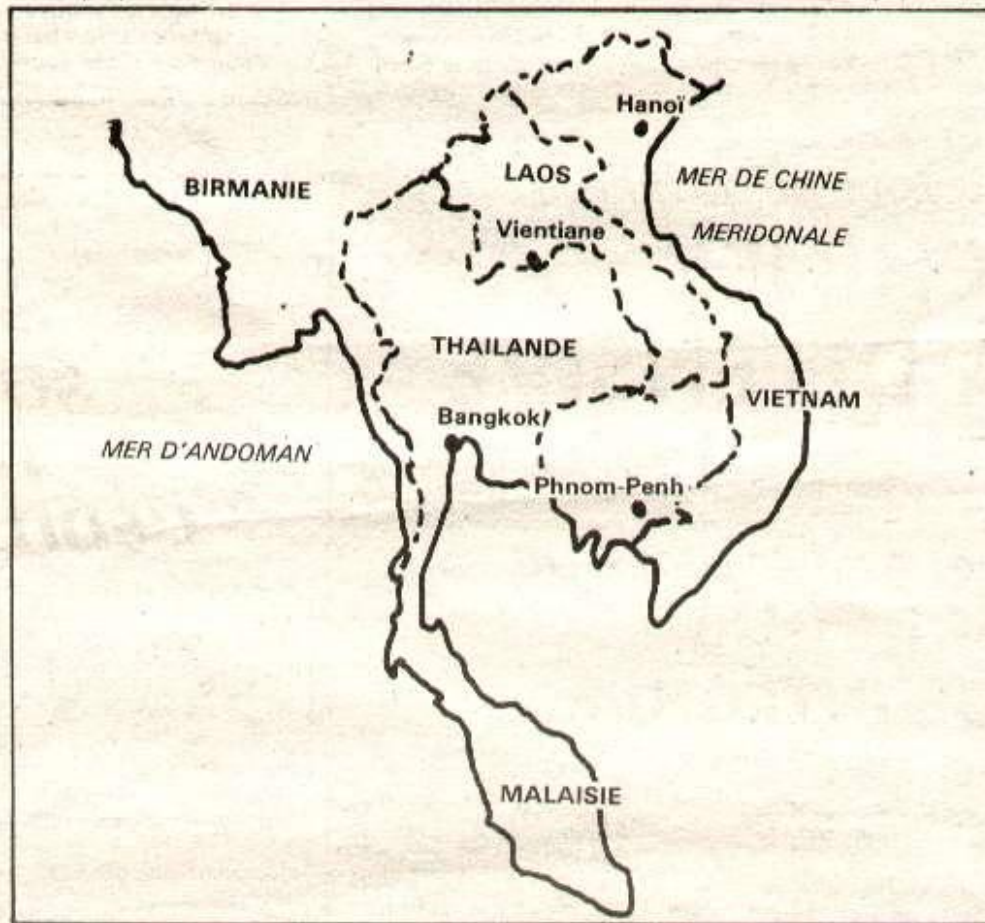
Elle est partagée entre la volonté de privilégier ses relations avec les pays voisins (Laos, Cambodge, Vietnam) et les pressions américaines qui s'exercent par l'intermédiaire des cadres de l'armée et d'une partie des hommes politiques en place du temps de la présence américaine.

Le retour en Thaïlande du maréchal Thanom, qui pour la circonstance s'est transfor-

mé en bonze, s'inscrit dans un processus de déstabilisation politique dans le pays, que les États Unis vont essayer d'exploiter. Déjà le maréchal Prapass avait essayé de rentrer le mois dernier. Bien que les luttes de clans au sein de l'armée rendent difficiles les coups d'état au profit de l'une ou l'autre tendance, le gouvernement de Seni Pramot paraît bien vulnérable. Sans compter que des nominations importantes devraient avoir lieu dans l'armée d'ici au 1^{er} Octobre, où les militaires liés aux États Unis tenteront au maximum de gagner des places.

H.V.

réouverte et les avions US peuvent y faire des escales techniques.



L'ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CHILI ASSASSINÉ

Ancien ministre de Salvador Allende et membre du Parti Socialiste chilien, réfugié à Washington après un an d'emprisonnement dans les geôles fascistes, Orlando Letellier a été assassiné le 20 septembre par l'explosion d'une bombe placée dans sa voiture. Sa collaboratrice a également été tuée et une autre personne blessée.

C'est un meurtre de plus à mettre au compte de Pinochet et de ses sbires, pour qui l'assassinat et la torture sont la seule méthode de gouvernement. La sinistre DINA, la police politique, qui compte près de 2 000 membres, dont beaucoup se recrutent dans le lumpen-prolétariat, est devenue un véritable Etat dans l'Etat : elle a organisé à l'intérieur du pays tout un réseau d'espionnage ; chaque jour, les prisons sont remplies de personnes, soupçonnées d'hostilité au régime. Elle orchestre les arrestations et préside aux séances de tortures, elle encourage la délation et pratique le meurtre à grande échelle. Pour les masses chiliennes, en butte depuis trois ans à la junte fasciste, la réalité quotidienne, c'est la pauvreté, la répression et la terreur.

La junte tente de s'imposer par la force aussi à l'extérieur ; la DINA a poussé ses ramifications un peu partout, avec le soutien de la CIA : en septembre 74, elle assassinait à Buenos-Aires où il s'était réfugié, Carlos Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne, dont l'attitude légaliste lors du putsch fasciste de 73 avait attiré la sympathie de nombreux opposants, tant civils que militaires, à Pinochet. En 75, c'était Ber-

nardo Leighton, leader de la démocratie chrétienne, favorable à un accord avec la gauche chilienne, qui échappait, à Rome, à un attentat. En mai 76, un agent britannique révélait que l'ambassade chilienne en Grande-Bretagne l'avait employé pendant deux ans à des actions contre les réfugiés chiliens hostiles à Pinochet.

Aujourd'hui, c'est au tour de Letellier de tomber sous les coups des fascistes chiliens ; ancien ambassadeur à Washington, il avait conservé ses entrées auprès de nombreuses personnalités, en particulier dans un organisme chargé d'accorder des prêts aux gouvernements d'Amérique Latine, et militait depuis sa libération pour la suspension de l'aide à la junte. Mais, par ce nouvel acte de barbarie, Pinochet ne fait que donner une nouvelle preuve de sa faiblesse, de son incapacité à s'opposer à la résistance qui peu à peu s'organise, au Chili.

● **INDONÉSIE** : Les autorités indonésiennes ont fait échouer une tentative de coup d'Etat préparée par un ancien haut fonctionnaire du régime. Une quinzaine de personnes ont été arrêtées.

LIMITATION DES ARMES STRATÉGIQUES

Russes et Américains viennent de reprendre à Genève la discussion sur la limitation des armes soviétiques qui avait été suspendue pendant sept semaines. L'accord SALT précédent vient à expiration en mai prochain au terme d'une durée de cinq ans pendant lesquels les deux super-puissances se sont employées à violer constamment l'accord-façade, continuant l'une et l'autre leur course effrénée à l'armement, la recherche et la réalisation de nouveaux engins de plus en plus sophistiqués.

● **URSS** : Le gouvernement d'Union Soviétique se déclare surpris de la décision prise par la Grande Bretagne d'interdire à un bateau océanographique soviétique de se ravitailler dans deux ports britanniques, en raison des manœuvres de l'OTAN au nord du littoral écossais. Les Anglais pensent que le bateau soviétique a des instruments océanographiques d'un genre bien particulier. Le gouvernement soviétique s'en défend, bien entendu !

● **Peanut Express**, dernier gadget à l'affiche du numéro de Carter dans sa course à la Maison-Blanche : Le candidat démocrate, J. Carter, à la présidence des États Unis a relié New-York à Pittsburgh à bord d'un train spécial ponctuant ses escales par de bruyants meetings avec force pétards et feux d'artifices. Alors que la grande parade continue, les téléspectateurs américains assisteront ce soir au premier duel télévisé Ford-Carter.

Afrique Australe

SOMMET AFRICAIN DIMANCHE

Dimanche prochain au Botswana se tiendra une réunion des quatre présidents des «pays de première ligne» : Julius Nyerere, président de Tanzanie, Kenneth Kaunda, président de Zambie, Seretse Khama, président du Botswana et Samora Machel, président du Mozambique. Ces chefs d'Etat examineront les propositions faites par Kissinger au terme de ses allées et venues diplomatiques en Afrique Australe.

D'autre part, le raciste Smith va employer sa semaine à répercuter auprès de son gouvernement et de son parlement le contenu des huit heures de discussions qu'il a eu dimanche avec Kissinger sur le problème de la Rhodésie et fera connaître vendredi la position officielle des racistes blancs de ce pays sur les propositions américaines ; application de la règle de la majorité donc transfert du pouvoir à la majorité noire en Rhodésie (cinq millions de noirs contre 270 000 blancs)

d'ici deux ans, plan de garanties financières pour les blancs qui resteront dans le pays ensuite, prévision d'une conférence constitutionnelle qui se tiendrait à Londres et création d'un gouvernement intérimaire avant l'accession au pouvoir d'un gouvernement majoritaire, plus certainement des assurances complémentaires des États-Unis dont on ne connaîtra le contenu que plus tard.

De toutes façons, quelle que soit la réponse des

racistes, les mouvements de libération de Namibie, du Zimbabwe, ou d'Azanie de même que les pays africains qui les soutiennent, n'ont rien cédé sur les positions de fond. Mobutu chef d'Etat du Zaïre assistera aux entretiens de dimanche prochain au Botswana alors que Neto, chef d'Etat de l'Angola qui était présent au sommet de Dar Es Salam qui a précédé l'arrivée de Kissinger en Afrique Australe sera absent. On sait que le Zaïre est un pion important de l'impérialisme américain dans cette région du monde et que Kissinger y fera escale sur le chemin du retour aux USA. Mais sa présence n'est pas de nature à changer le contenu des discussions qui auront lieu dimanche.

En définitif, malgré la mise

en scène déployée par la presse bourgeoise pour renforcer l'image de marque d'un «Kissinger-docteur miracle», rien n'est véritablement joué sur le plan diplomatique et quand bien même il aurait avancé dans ce domaine, la seule force déterminante reste la lutte des peuples des pays d'Afrique Australe.

● **A JOHANNESBURG** : Les manifestations continuent contre le régime raciste malgré une répression féroce : la police de Vorster a encore ouvert le feu sur des manifestants alors même que Kissinger rencontra Smith, allongé encore la longue liste des morts, blessés ou emprisonnés par les tenants de l'apartheid.

POLITIQUE

DANS LES BAGNES DU CAPITAL

UN ASSASSINAT
TOUS LES TROIS QUARTS D'HEURE

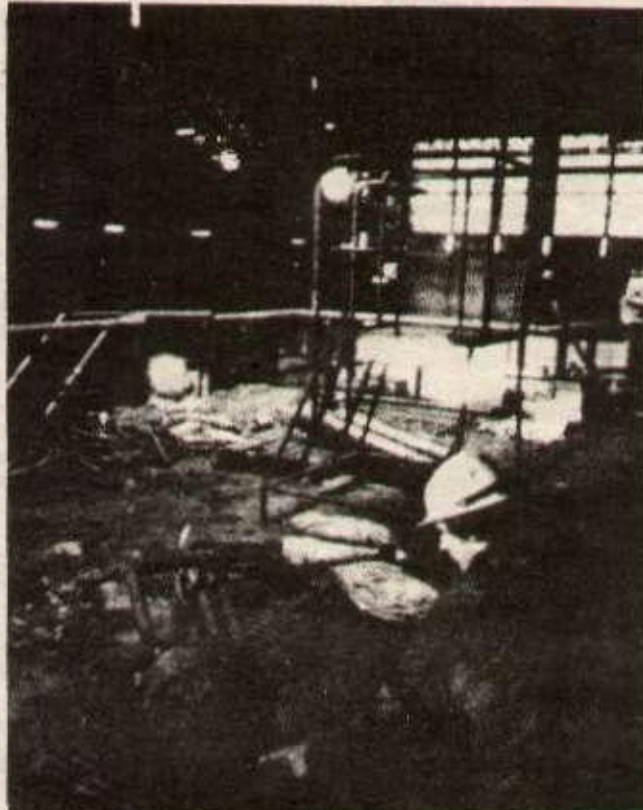
La Caisse Nationale d'Assurance Maladie a publié les statistiques des accidents du travail pour l'année 1974, concernant les salariés affiliés au régime général de la Sécurité Sociale. Il y aura eu en 1974, parmi ces salariés, au nombre de 13 millions et demi environ, 1 million 154 mille accidents du travail avec arrêt, c'est-à-dire en moyenne : un salarié sur douze a eu un accident cette année-là. En fait, il y a parmi les salariés beaucoup d'employés, de cadres ou d'ingénieurs qui ne risquent pas d'accidents : pour la classe ouvrière, le taux est donc plus élevé, de l'ordre d'un ouvrier sur huit.

Le nombre d'accidents graves (occasionnant un handicap) a augmenté de 3,6 % entre 1973 et 1974, alors que le nombre de salariés employés n'a augmenté que de 0,6 %. Près de 120 000 travailleurs resteront handicapés toute leur vie à la suite d'un accident du travail survenu en 1974.

Le nombre de décès a lui-même diminué : il est tout de même de 2 117. C'est toujours le bâtiment et les travaux publics qui sont le secteur le plus meurtrier : 937 morts, pour 1 million 830 mille salariés ; puis la métallurgie, avec 317 morts pour 2 millions 933 mille salariés, les transports privés avec 248 morts pour 500 000 salariés, les industries alimentaires avec 125 morts pour 1 million 50 mille salariés, les commerces non-alimentaires : 111 morts pour 1 million 155 mille salariés, les pierres et terres à

feu : 83 morts pour 278 mille salariés ; le bois : 52 morts pour 391 mille salariés, la chimie : 46 morts pour 380 mille salariés.

Ces chiffres ne recouvrent que les salariés du régime général, soit un peu plus de la moitié des salariés. Il ne compte pas les salariés agricoles (en 1973, 354 morts), les employés de l'EDF-GDF, de la SNCF, des PTT... Les 42 mineurs de Liévin qui ont été tués le 27 décembre 1974 ne sont pas comptabilisés dans cette statistique. C'est au total 3 000 camarades qui



Le Haut-Fourneau 4 d'Usinor-Dunkerque après l'accident de juin 74.

seront tombés cette année-là dans les bagnes capitalistes ; sans compter les accidents de trajet, qui auront fait 1 421 morts, toujours pour le régime général. Les industries

«de pointe» sont également en tête pour les accidents du travail : 40 ouvriers tués en moins de trois ans à Fos-sur-Mer, près de 80 à Usinor-Dunkerque depuis 1962.

Dans d'autres industries constituées surtout de «petites et moyennes entreprises», comme l'alimentation, des conditions de travail scandaleuses aggravent une exploitation intensive. Les statistiques pour 1975 n'ont pas encore été publiées. Mais par rapport au nombre d'ouvriers employés, le nombre d'accidents risque d'augmenter dans bien des branches : en effet, alors que le chômage partiel et les licenciements collectifs se généralisent, les cadences de travail s'intensifient pour les ouvriers qui restent employés.

Si les accidents du travail sont directement liés à la soif de profit des patrons, qui poussent à la production, le plus vite possible, aux dépens de la sécurité, en rognant de plus sur les équipements nécessaires, ils ne peuvent pas non plus se laver les mains des accidents de trajet : combien d'ouvriers sont morts parce que, se rendant à l'usine en mobylette, ils ont brûlé un feu rouge de peur d'arriver en retard et d'avoir une retenue sur leur salaire ?

LES MALADIES
PROFESSIONNELLES

La CNAM publie également le nombre de maladies professionnelles déclarées en 1974 : il y en aurait eu 4 658, ayant entraîné 1 720 incapacités permanentes, et 25 décès. Mais ces chiffres sont totalement fantaisistes. Le nombre de maladies professionnelles est largement sous-estimé : d'abord parce que de nombreux médecins hésitent à se «mouiller» en les déclarant - les patrons font pression en particulier sur les médecins du travail. Ensuite, parce que seule une infime proportion des maladies professionnelles sont reconnues comme telles.

Ainsi, alors que tant d'ouvriers travaillant dans les usines de fluorine ou dans les

usines d'aluminium utilisant le fluor (Ariège, vallée de la Maurienne en Savoie etc...) souffrent de graves maladies osseuses et pulmonaires, Simone Veil a cependant osé dire devant les députés, il y a un an, «l'action de ce produit s'exerce principalement sur la flore et la faune...» «Aucune déclaration n'a été enregistrée, en ce qui concerne les maladies imputables au fluor...» «L'enquête épidémiologique entreprise par la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de la Savoie... n'a mis en évidence aucun fait ou groupe de faits imputables au fluor». Simone Veil oserait-elle répéter publiquement ces paroles à Saint-Jean-de-Maurienne ?

Il y a d'autres maladies professionnelles que le capitalisme n'acceptera jamais de reconnaître : en particulier cette usure quotidienne du travail aux pièces ou avec ces

travail aux pièces ou avec des cadences imposées qui augmentent d'année en année ; cette usure, cette tension aggravées par la surveillance et les brimades des petits chefs et autres «agents de méthode» sont responsables de tant de «crises de nerfs», dépressions nerveuses, hypertensions artérielles, insomnies, troubles digestifs... Et quand vous irez voir votre médecin, il y a des chances qu'il vous dise que c'est nerveux, qu'il faut moins fumer ou prendre moins de café, et il vous donnera quelques petites pilules...

Conditions de travail défiant les règles de sécurité, cadences éreintantes, produits chimiques utilisés sans la moindre étude de toxicité : le capitalisme crée de nouvelles causes de maladie plus vite qu'il ne supprime les anciennes (épidémies, etc...). C'est lui qui est directement responsable de la dégradation de l'état de santé des masses populaires.

Paul GAUVIN

BUDGET 77 DES ARMÉES : VERS LE SOUS-ÉQUIPEMENT
UN BUDGET POUR
UNE DÉFENSE INTÉGRÉE

Conformément à l'évolution inscrite dans la loi programme, le budget des armées marquera une hausse sensible pour 77 s'éleveront à 58,414 milliards, soit une hausse de 17 %, supérieure au taux d'inflation. Le budget de la défense représentera 17,55 % du budget général contre 17,07 % en 76, c'est donc une légère augmentation. Mais cette légère augmentation reste cependant inférieure aux prévisions et d'autre part, l'examen détaillé de la répartition des crédits, montre que certains postes d'équipement sont en diminution.

Giscard en présentant la loi programme avait annoncé une augmentation du budget des armées qui devait atteindre 20 % du budget général en 1982, soit une augmentation annuelle de 0,5 % par rapport au budget général. Bien que ce soit apparemment le cas pour 77, il faut noter que ce pourcentage était supérieur à l'époque gaulliste, que les estimations de progression des dépenses sont fondées sur une estimation de la hausse des prix de 7 à 7,5 % inférieure à la réalité et que ce chiffre global masque certains choix sacrifiant une partie des équipements militaires.

AUGMENTATION DES
SOLDES DES OFFICIERS

Le budget 77 se caractérise par une forte aug-

mentation des dépenses de fonctionnement, et particulièrement les crédits consacrés aux cadres d'active, dont les soldes augmenteront, les appelés seront eux, moins bien lotis, leur indemnité ridicule ne sera pas améliorée ; les dépenses d'équipement représenteront 59 % du budget total. L'augmentation des dépenses d'équipement, la croissance de leur part relative dans le budget de la défense amène en conséquence une stagnation et même une diminution de certaines dépenses d'équipement (des armements) et des crédits d'étude. Delpech, le délégué ministériel pour l'armement admet lui-même que la revalorisation des salaires et des conditions de vie des «personnels des armées», en fait des officiers et des cadres d'active se fera au détriment

de l'équipement et que son administration «connaîtra de sérieuses difficultés financières».

Ces restrictions de crédits d'équipement vont aggraver une situation déjà compromise. Les stocks de carburant et de munitions sont insuffisants, ce qui signifie que l'entraînement militaire des appelés, déjà dérisoire, sera encore restreint.

ABANDON DE
LA DISSUASION

En ce qui concerne l'armement nucléaire, les investissements nécessaires au lancement de nouveaux programmes sont en chute libre excepté pour le projet de missile à têtes multiples qui équipera les sous-marins. Les missiles tactiques Pluton voient leurs crédits diminuer de 40 %.

Le budget affecté à la marine est en diminution également, il est prévu que le tonnage de la flotte tombe au cours des prochaines années à deux cent cinquante mille tonnes contre trois cent vingt mille actuellement. La baisse des crédits affectera dès 77 l'entretien des vieux bâtiments et la mise en chantier de nouveaux bâtiments.

Ce budget confirme la nouvelle orientation militaire de l'impérialisme français et en particulier l'abandon de la dissuasion, malgré les assurances du gouvernement sur ce point, les crédits affectés au nucléaire stagnent. L'impérialisme français, incapable d'assurer la dissuasion, face aux superpuissances, et en particulier face au renforcement de la puissance militaire du social-impérialisme s'oriente vers une nouvelle stratégie : intégration au dispositif militaire de l'OTAN sous l'égide US. D'où un redéploiement de ses armes : flotte massée en Méditerranée, stratégie de la «bataille de l'avant».

Plutôt que de défendre l'indépendance nationale la bourgeoisie impérialiste choisit de se mettre sous la protection US pour préserver ses positions impérialistes dans le monde (flotte française dans l'Océan Indien par exemple). Plutôt que de s'appuyer sur le peuple pour assurer l'indépendance, elle restreint l'entraînement militaire des appelés. Elle adopte là une attitude constante lorsque ses intérêts sont menacés : faire passer ses intérêts de classe avant l'indépendance nationale.

S.L.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ
DE SOUTIEN AUX ANTI-FASCISTES
EMPRISONNÉS

Depuis le 9.9.76, deux détenus du département E3 de la prison de Fleury-Mérogis se sont mis en grève de la faim en solidarité avec Evelyne Barge, détenue à Fleury-femmes sur simples présomptions et sans aucunes preuves. Ils réclament sa libération car elle est arbitrairement détenue et inculpée. Tous deux se réclament anti-fascistes : Jean-François Gailhac et Jean-Louis Lascoux, inculpés pour attentat qu'ils ont revendiqués contre le commissariat du 15^{ème} et la banque Rotschild, le 30 et 31.5.76.

Le comité anti-répression qui s'est créé le 20.9.76, s'est constitué en solidarité à tous ceux qui sont réprimés pour leurs luttes anti-fascistes, juridiques et policières.

Le comité s'engage à les soutenir et à les appuyer sous toutes ses formes possibles.

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRM
Adresse postale BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais, agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DANS NOTRE COURRIER

A PROPOS DE L'ARTICLE DE SIMON LEYS CONTRE MAO TSÉ-TOUNG, DANS «LE POINT»

Camarades du Quotidien du Peuple,

C'est à la fois en tant que sympathisant du PCRml et étudiant en licence de Chinois que je m'adresse à vous aujourd'hui.

Je voudrais vous témoigner l'immense joie que j'ai eu à lire vos articles consacrés à l'œuvre de camarade Mao Tsé-toung et du PCC. Mais, je vous écris surtout pour répondre à un article crapuleux paru dans le journal «Le Point» sous la signature de Simon Leys. Ce torchon immonde appelle une mise au point et c'est ce que je vous propose.

Simon Leys présente le maître de la Révolution Proletarienne comme un «empereur de papier», esthète-politicien «pour qui, ce qui primait avant tout, c'était le pouvoir : comment l'obtenir, comment le conserver, comment le regagner».

Déjà, dans une précédente poubelle littéraire «Ombres Chinoises», Simon Leys n'avait pas hésité à faire du président Mao un dictateur qui s'opposait farouchement au développement de la Révolution Chinoise.

Dans ce nouvel article, il montre le «groupe de Shanghai», à l'avant-garde de la Révolution Culturelle avec Wang-On-Wen, actuellement membre du bureau politique du PCC, comme «la faction des ultra-conservateurs» qui mène «un dernier combat d'arrière garde contre la montée irrésistible et trop longtemps différée du

mouvement de modernisation et d'ouverture du pays».

Assez de cette prose immonde qui ne mérite que les crachats de tous les travailleurs et révolutionnaires en lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme.

Le président Mao a de tous temps combattu pour que ce soient les masses qui aient le véritable pouvoir politique. Le PCC, dirigé par le président Mao, a toujours combattu

le bureaucratisme et le révisionnisme, et a su, grâce au centralisme démocratique, remettre sa ligne fondamentale dans les mains des travailleurs, ouvriers et paysans, et ceci à de nombreuses reprises.

Il est certain que ce combat a connu des hauts et des bas, car les tenants de la ligne bourgeoise en dehors et au sein du Parti ont sans cesse tenté de toutes leurs forces de s'opposer à l'irrésistible

marche victorieuse du peuple chinois.

La lutte des classes, la dialectique ne sont pas des «jeux subtils» comme le pense Simon Leys : «la lutte des classes, c'est l'axe principal, c'est l'axe qui entraîne tout le reste» avait indiqué le président Mao, peu avant sa mort. Tous les succès remportés aujourd'hui dans la lutte pour la production, dans la lutte contre Lin Piao et Confucius, contre Teng Siao-ping montrent claire-

ment à la face du monde que ce sont les masses chinoises qui ont fait et feront l'histoire de la Chine.

Le camarade Mao Tsé-toung n'a jamais été un dieu, ni un empereur, il n'a été que le combattant d'avant-garde de la Révolution Proletarienne dont les enseignements éclaireront en tous les lieux les luttes des travailleurs opprimés par le capitalisme et l'impérialisme. Il est temps aujourd'hui, à la lumière de la pensée maotsetoung, Lénine de notre époque, de clore le bec aux ordures bourgeoises du type Simon Leys.

Salutations Révolutionnaires.

N.C. Paris

ROMANS : Comte-rendu de la soirée d'hommage à Mao Tsé-toung

A Romans, un meeting en l'honneur au président Mao a été organisé ce vendredi 18 septembre dans un quartier ouvrier, à l'initiative du PCRml. Cette soirée avait été voulue la plus large possible en raison de l'importance de l'œuvre du président Mao pour la lutte de classe (...)

Le PCRml a organisé un meeting rassemblant une centaine de participants. La soirée débuta par un historique de la Révolution Chinoise, il y eut ensuite une projection de diapositives ramenées d'un voyage effectué en juillet 73. Enfin tout le monde écouta avec attention le témoignage d'une camarade qui a séjourné en Chine cet été. Elle insista tout particulièrement sur le calme et l'esprit d'organisation dont ont fait preuve les camarades chinois au moment du tremblement de terre.

Correspondant Romans

Un ex-militant du PCF

TOUT CHANGEMENT POSITIF N'INTERVIENDRA QUE PAR UN LARGE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Cher camarade,

J'achète et lis régulièrement le Quotidien du Peuple. Sa lecture me provoque un vif intérêt. J'ai 30 ans, marié (...)

Je suis infirmier en psychiatrie. Je travaille dans une clinique privée de la Sécurité Sociale (...). J'ai été adhérent et militant actif du PCF durant dix années. Durant une année (novembre 73, septembre 74), j'ai exercé la fonction de délégué permanent du CDLP pour les Vosges. J'ai quitté le PCF par démission à la suite de difficultés multi-

ples idéologiques et pratiques.

Je souhaite étudier la brochure du Programme et des Statuts issus du 2^{ème} Congrès du PCRml.

Ex militant... pour moi l'isolement est mortel ! J'ai toujours approuvé l'œuvre considérable de notre regretté camarade Mao Tsé-toung. Ce qui a toujours été condamné par le PCF. J'ai été frappé d'expulsion pour avoir de la sympathie «délirante» (c'était leur terme) pour la Révolution Culturelle. Éprouvant de la nostalgie, je suis revenu au PCF mais, de là, j'ai appris à

fermer ma gueule (...). Aujourd'hui, c'est fini, je veux me battre (...).

La France plonge de plus en plus dans le fascisme et tout changement positif, n'interviendra que par un large mouvement révolutionnaire et non par l'utopie, le placebo, qu'est le programme commun.

(...) Vive le marxisme-léninisme et l'Union pour la Révolution Socialiste. Sincères Salutations Communistes et Révolutionnaires.

C.L. Infirmier en Alsace

Rue du Château - Paris (14^e)

Une façon d'extorquer de l'argent aux travailleurs

Depuis des années, les voitures stationnent sur un côté de la rue du Château sans que cela gêne en rien la circulation, puisque la conformation de la rue (des rétrécissements ici et là), ne permet pas à 2 voitures de rouler de front.

Seulement, maintenant, ce n'est plus possible d'y stationner sur la presque totalité de la rue.

Les flics ne se contentent pas d'y distribuer des contraventions à 120 F mais en plus, ils expédient

systématiquement les voitures en infraction à la fourrière de l'avenue du Maine. Et si vous voulez récupérer votre voiture cela vous coûte la modique somme de 200 F.

Bien sûr, l'enlèvement provoque un bel embouteillage dans la rue et les passants n'apprécient pas ces manœuvres. Les remarques ne se font pas attendre : toutes ces contraventions ça augmente bougrement les impôts ! «C'est toujours ceux qui

ne peuvent pas se payer le luxe d'un garage qui trinquent !» «Si les transports en commun étaient plus nombreux et plus confortables, on n'aurait pas besoin de prendre sa voiture !»

«J'ai entendu dire qu'ils allaient installer des parcmètres ici». Tous ont conscience que les contraventions ne sont pas un moyen pour améliorer la circulation mais bien une façon d'extorquer de plus en plus d'argent aux travailleurs.

Il faut dire que ces dépanneurs touchent une prime de dix francs par voiture enlevée.

Ils sont tellement pressés qu'ils en «oublient» d'attendre les 2 heures réglementaires avant l'enlèvement d'une voiture et qu'aussitôt l'avis d'enlèvement déposé, la voiture est enlevée.

Plus insister sur la présentation

(...) Pourquoi ne pas plus insister sur la présentation des articles et des pages : plus de photos, d'illustrations, des traits noirs bien gras pour séparer les articles ou les paroles des gens qui discutent, des gros titres...

Je pense même que pour les photos, il serait bien de redemander la participation des lecteurs qui pour un certain nombre auront après ces vacances des photos prises sur leur lieu de vacances.

Un lecteur de Beauvais

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

A propos de «la France nucléaire»

Suite à la publication de la carte des installations et projets de centrales nucléaires (QdP du 8 septembre), nous avons reçu une lettre de camarades de Brest nous signalant la lutte menée à Ploumoguer et à Plouarzel (à vingt kilomètres de Brest) contre le projet d'installation d'une centrale de 5 200 MW. Ces camarades nous indiquent : «Un rassemblement anti-nucléaire a eu lieu à Ploumoguer, regroupant trois à quatre mille personnes chaque jour, le 23 et le 24 juillet, sur une base d'unité populaire, avec des boîtes en lutte (Ericson, Réo et Scoplen) et associant largement la population de Ploumoguer et de Plouarzel». Ces camarades animent un journal local, «Le Grain».

Nous profitons de cette occasion pour demander à tous nos lecteurs qui ont connaissance de projets d'installation de centrales, et des luttes que cela suscite qu'ils nous en informent.



halte à l'agression syrienne au liban
halte au complot imperialiste

contre la résistance palestinienne



PALESTINE VAINCRA

REBELLES - SPÉCIAL LIBAN VIENT DE PARAÎTRE
PASSEZ VOS COMMANDES
57, RUE ORDENER PARIS 75 018

Le numéro 0,50 F + 1 F de port

Téléphonez au Quotidien
203 63 61
de 14 h à 18 h.

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêchages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liés au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent, le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) dansons avec les travailleurs immigrés.

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
 - «Olympic», 10, rue Boyer
 - «Entrepot», 7, rue Pressensé
 - «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).
- ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Abonnement normal, 300 F

Abonnement de soutien, 500 F

Abonnement de soutien, F

Mode de Versement :

- En une fois

- En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Éditions BUCHET-CHASTEL

5^e épisode

Juliette Doucet donna le signal du départ. Les coureurs s'élançèrent à vive allure sur la route de Saint-Claude. Je les suivis un moment; le compteur de la voiture marquait trent-huit kilomètres à l'heure. Les amateurs, dans ces courses de province, mènent souvent plus rudement que les professionnels des grandes épreuves, qui s'entendent tacitement pour ménager leurs forces.

Je pris les devants pour voir le premier passage au col. La foule était près de la ligne blanche qui barrait la route au point culminant: le premier qui la franchira gagnera la prime offerte par une marque d'apéritifs. Des familles avaient amené des pique-niques. Beaucoup de voitures rangées dans les prés. Des nuages s'amas- saient sur les monts du haut Jura; il faisait très chaud; l'air était rare; les taons s'attachaient aux hommes.

Le 8 passa le premier, un garçon si trapu que bien qu'il montât debout sur les pédales, nous ne pensâmes pas au joli terme « monter en danseuse » qui désigne cette figure du style cycliste. Il portait un maillot blanc sans em- blème de club.

Le peloton suivit à deux minutes. Les hommes savaient que la prime leur était enlevée et ne forcèrent pas l'allure à l'approche de la ligne blanche. Le 17, le Grenoblois redouté, maillot bleu ciel, menait avec aisance.

Busard était dans le milieu du peloton. Il acheva la montée, assis sur la selle, tout l'effort portant sur les jambes. Il paraissait absorbé, concentré, mais pas fatigué. Il ne nous vit pas.

Lenoir creva à dix mètres de la ligne blanche, il n'avait pas encore posé pied à terre que les autres avaient disparu, happés par la descente en lacets vers Le Cluzot. Paul Morel qui suivait le peloton dans sa Vedette, stoppa pour aider Lenoir à changer sa roue. Nous approchâmes.

« Qui est le 8? demandai-je.

— Un Bressan, dit Paul Morel. C'est la première fois qu'il court ailleurs qu'autour de son village. Vingt ans. Un petit pecnot...

— Il a pris deux minutes sur vingt kilo- mètres, protesta vivement Cordélia. C'est un vaillant petit coureur. »

Juliette, assise, à l'arrière de la Vedette, à côté de Jambe d'Argent, rit.

« Il a les jambes courtes, dit-elle.

— Il n'ira pas loin », dit le commissaire de la course qui accompagnait Morel.

Cordélia nous entraîna.

« Le sport rend méchant », dit-elle.

Marie-Jeanne n'était pas descendue de voi- ture. Elle n'avait pas dit un mot depuis le départ.

Les hommes qui avaient été lâchés dans la côte arrivaient par groupes de deux ou trois. Je n'avais plus aucune chance de rattraper le peloton avant Le Cluzot; dans les pentes rapides les cyclistes qui prennent les tournants plus courts vont plus vite que les voitures; je retournai vers Bionnas par la route de Saint-Claude, pour attendre les coureurs à l'entrée de la petite boucle.

(à suivre)

Santé

L'HEPATITE -2-

LES PRÉCAUTIONS
À PRENDRE POUR ÉVITER
L'HÉPATITE B

Vu le rythme de travail imposé au personnel hospitalier, le manque de personnel et de moyens de protection, l'hépatite gagne du terrain en milieu hospitalier. Un des moyens de lutter contre elle est d'utiliser du matériel de protection à usage unique pour limiter la transmission mais surtout de diminuer les cadences en embauchant des travailleurs hospitaliers, en leur donnant le temps de déjeuner... Que faire si l'on se blesse avec une aiguille «suspecte» d'avoir été utilisée pour une hépatite?

Dans les jours qui suivent, le plus rapidement possible on doit déclarer l'accident, et demander une injection de gammaglobulines contre l'hépatite. (Elles sont fournies par les centres de transfusion sanguine de chaque grande ville).

Certains services hospitaliers font toutes les six semaines une injection de gammaglobulines à tout le personnel pour prévenir la

maladie et relancer les défenses de l'organisme. Une telle solution ne peut être de longue durée.

LE VACCIN CONTRE
L'HÉPATITE

Un vaccin est actuellement à l'essai dans les services de rein artificiel, une partie du personnel étant vaccinée, l'autre non; il semble conférer une réelle protection.

L'originalité du vaccin consiste à isoler du virus B son enveloppe, à injecter celle-ci que notre organisme prend pour le virus, et contre lequel il fabrique ensuite des anti-corps. On est ainsi protégé contre un contact ultérieur par les anticorps.

Ce vaccin n'est pas encore commercialisé, il doit être amélioré pour protéger aussi contre l'hépatite A et constituera d'ici un an une arme efficace si son efficacité se confirme.

QUEL EST LE TRAITEMENT
DE L'HÉPATITE, A OU B ?

Moyennant un repos strict, des boissons abondantes, un

régime sans alcool ni graisses cuites, l'hépatite A ou B guérit en deux à quatre semaines. On reste tout de même fatigué parfois pendant des mois et certains médicaments devront être évités, notamment les pilules contraceptives, les barbituriques et les antidépresseurs, ceci pendant un ou deux ans.

POURQUOI UN RÉGIME
SPÉCIAL, POURQUOI
L'HÉPATITE
EMPÊCHE-T-ELLE
CERTAINS MÉDICAMENTS?

L'alcool, les graisses, les antibiotiques et presque tous les médicaments sont détruits, transformés par notre foie; quand il est malade, irrité par une hépatite, il faut donc le laisser au repos et ne donner aucun médicament. De plus, les antibiotiques, comme dans une grippe, sont ici inutiles puisque le responsable de l'hépatite est un virus. Le repos est lui indispensable, avec dans tous les cas où c'est possible, un séjour à la campagne dès qu'on peut voyager. Il vaut mieux isoler dans une chambre ou à l'hôpital les malades.

Si l'on est atteint d'hépatite A, des précautions doivent être prises par notre entourage (lavage soigneux des mains avant le repas, vaisselle lavée à part et conservée à part).

L'HÉPATITE GRAVE

Dans quelques cas rares, la fatigue est extrême, s'accompagne d'anémie et de jaunisse très importante, on devra alors être hospitalisé pour recevoir des perfusions, voire pour mettre le foie momentanément au repos et le décharger de toutes ses enzymes de destruction, il sera couplé, mis en «dérivation» avec un foie d'animal.

L'hépatite grave guérira comme l'hépatite commune, mais avec plus de temps, dans certains cas, elle se terminera par une cirrhose, ou une insuffisance chronique du foie qui retentiront gravement sur la santé.

COMMENT PRÉVENIR
L'HÉPATITE ?

La prévention de l'hépatite A est très difficile dans les collectivités, campements où l'eau est rare, en l'absence d'un vaccin efficace. Il faut éviter de consommer des coquillages douteux, les faire cuire dans tous les cas. En période d'épidémie, lorsqu'on voyage ou l'on campe, prendre la précaution de faire bouillir l'eau, ou d'y rajouter de l'eau de javel, tant pour rincer les aliments que pour boire. Vérifier dans les campings que les égouts, les évacuations de sanitaires ne sont pas au voisinage des adductions d'eau, et des lieux de baignade.

Docteur QdP



Programme télé

Jeudi 23 septembre

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
18 h 50 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour. *Feuilleton*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - La vie de Marianne. *Dramatique*
21 h 20 - 60 minutes pour convaincre. *Françoise Giroud*
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 25 - TF 1 actualités

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Emission réservée aux formations politiques
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - On achève bien les chevaux. *Film américain de Sydney Pollack (1969)*
22 h 25 - Vous avez dit bizarre
23 h 35 - Journal de l'A 2

FR 3

18 h 45 - A la découverte des animaux
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les bravados. *Western américain*

A 2

14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Sur la piste du crime. *Série policière*
16 h 05 - Aujourd'hui magazine

LIBAN

L'ÉLECTION DE SARKIS À L'OMBRE DES CHARS SYRIENS



La police fasciste dans la partie tenue par le front du Kfour : ce sont eux les assassins de Tall el Zaatar, c'est à eux que le coup de force syrien attribue la légitimité de l'Etat libanais.

Suite de la p. 1

«NOUS N'IRONS PAS À CHTAURA»

«Jamais je n'irai à Chtaura, tant que durera l'occupation syrienne» a affirmé Raymond Eddé, responsable chrétien du Front National.

Cette réunion ne doit pas se tenir, ni hors de Beyrouth, ni dans un lieu tenu par les syriens. Le choix du lieu montre où en sont nos institutions démocratiques et notre représentation» a déclaré, Joumbatt, l'un des principaux responsables du mouvement national libanais.

L'INVESTITURE DE SARKIS NE RÉGLE RIEN

Aujourd'hui, rien n'est réglé. Si la réunion de Chtaura montre la volonté syrienne d'imposer sa loi, il montre aussi sa faiblesse. Elle a cherché à régler la question du Liban avant l'arrivée au pouvoir de Sarkis. Les négociations n'ont pas abouti, elles ont échoué sur l'unité du mouvement national libanais et de la résistance qu'il voulait diviser, par cette unité se traduisait dans la vie par la préparation comme de la résistance contre toute agression, par le combat commun. Militairement le régime n'a pas été en mesure de lancer l'attaque d'envergure qu'il a préparé en faisant entrer au Liban 20 000 soldats supplémentaires à la

fin du mois d'août car il n'avait pas les moyens de s'engager dans la bataille longue que lui imposait la résistance populaire.

Aussi la cérémonie ne représente pas un changement essentiel dans la situation au Liban. Elle coïncide cependant après l'échec de la réunion de Chtaura entre la résistance et les syriens, avec un nouvel élargissement du complot. Hier matin, Joumbatt révélait qu'une rencontre avait eu lieu entre le Roi d'Arabie saoudite, Khaled, le président syrien Assad et le président égyptien Sadate sous l'égide de l'Arabie saoudite. Ainsi, le complot contre la résistance palestinienne et contre le peuple libanais s'élargit-il, alors que les fascistes poursuivent leurs pressions militaires dans Beyrouth et les Syriens à Tripoli et dans la région de la montagne.

Que les combats se poursuivent alors même que se déroule l'investiture de Sarkis est délibéré de la part du régime syrien : il a refusé tout cessez le feu, proposé par la résistance palestinienne et le mouvement national libanais à cette occasion, car il voulait que la réunion se passe sous sa «protection», c'est-à-dire que Sarkis soit sous sa tutelle, entièrement dépendant de Damas et des fascistes.

G. CARRAT

Gemayel inaugure la première caserne des forces fascistes unifiées

Bechir Gemayel a inauguré la première caserne des «Forces du Liban unifiées», hier. Composées des forces de tous les partis fascistes, ces forces sont le noyau de l'armée de défense du Liban que les fascistes veulent mettre en place. Cette cérémonie à la veille de l'investiture de Sarkis, indique que les fascistes libanais organisent la partition du Liban, que seul l'Etat libanais aux mains de Frangié représente selon eux la légitimité et qu'ils le tiennent entièrement. Cependant, les récents affrontements entre fascistes ont montré que des divergences tactiques les opposaient. «Il faut surmonter les divergences entre les divers partis», a dit Gemayel dans son discours inaugural.

● 3 MERCENAIRES FRANÇAIS ARRÊTÉS A CHYPRE : Trois mercenaires français qui revenaient à Chypre après avoir combattu avec les phalanges, ont été arrêtés et expulsés de l'île. Il s'agit de Michel Mathieu, 22 ans, Michel Lemoine, 17 ans et Yves Van Ghele, 23 ans. Depuis la discrète visite de Gemayel en France au mois de juin dernier, de nombreux militants des groupes fascistes GUD, PFN etc... se sont enrôlés dans les phalanges.

● ENCORE VEDEL. NOUVEL APPUI DE GISCARD : C'est Vedel, l'un des juristes de la majorité présidentielle les plus en vue qui est venu apporter des arguties juridiques légitimant le coup de force de la tenue de la réunion à Chtaura. Il a d'abord affirmé qu'il était constitutionnel de se réunir hors de Beyrouth, ce qui n'était jamais arrivé au Parlement. Ensuite il a assuré que la légitimité de Sarkis serait assurée s'il prêtait serment devant le seul président du Parlement au lieu de prêter serment devant le Parlement comme prévu par la Constitution.

Vedel n'était en l'occurrence que le représentant officieux de Giscard dans cette affaire, et ses conclusions dites constitutionnelles sont en réalité un appui direct, quasi officiel que Giscard vient apporter à la partition du Liban et à la guerre à laquelle s'approprient Chamoun et la Syrie.

PALESTINE OCCUPÉE

LES VILLES DE CISJORDANIE ENCERCLÉES PAR L'ARMÉE

Toutes les villes arabes de Cisjordanie sont encerclées par l'armée sioniste et le couvre feu a été décrété hier, les communications sont coupées entre les différentes villes. Depuis près d'une semaine, les manifestations se poursuivent contre l'occupation des terres arabes par les colons juifs et pour l'anniversaire de Septembre Noir.

A Jérusalem, lundi, des barrages faits de pneus enflammés étaient installés sur les routes. Dimanche à Khalhoul (Hebron) et Antaba des routes étaient barrées et les manifestants attaquaient et lapidaient les voitures de colons sionistes.

Des affrontements très violents ont eu lieu au cours de ces manifestations et de nombreux manifestants ont été arrêtés.

Ainsi, la lutte du peuple palestinien dans les territoires occupés, unit étroitement la lutte contre la colonisation sioniste et la participation au combat de la résistance palestinienne, pour la destruction de l'Etat d'Israël et l'instauration d'une Palestine démocratique et laïque.

EN GALILÉE CONTRE LE PRÉFET SIONISTE

En Galilée, la lutte continue contre le préfet raciste qui a été obligé d'annuler un voyage en Haute Galilée par crainte des manifestations populaires. Ce gouverneur, Koenig, est l'auteur d'un rapport visant à chasser les palestiniens de Galilée, occupée depuis 1947.

Tous les élus locaux se réunissent à Nazareth pour mettre au point une riposte commune contre le préfet et l'obliger à quitter le pays. Une grève de 24 H devrait être appelée, à l'issue de la réunion.

De tous les points de la Palestine, territoires occupés depuis 67 aussi bien que territoires occupés depuis 48, depuis bientôt un an le peuple palestinien est debout. Il manifeste, il combat les armes à la main. C'est la politique de l'OLP de mobiliser les masses à l'intérieur des territoires occupés, d'organiser leur lutte. La

L'annexion du Sud-Liban voulue par Israël

«Nous espérons que nos contacts avec nos voisins immédiats iront en s'approfondissant. Elles nous permettent de leur apporter une aide médicale, de vendre nos produits, de trouver de l'eau et d'importer des travailleurs...» a déclaré le ministre de la défense sioniste en visite dans le nord. Les sionistes ont organisé par l'intermédiaire des phalanges une garde à frontière de 600 hommes au minimum qui contrôlent les villages phalangistes et sont utilisés pour des coups de main sur les autres villages. Peres veut étendre la domination jusqu'à la rivière Titani, voilà l'aveu.

SIONISTES : PLAN ALLON SOUTENU À LA KNESSETT

Le plan Allon de créer des sortes de «bantoustans», de réserves pour les Palestiniens a reçu le soutien de l'Assemblée israélienne. Les sionistes les plus hystériques avaient déposé une motion condamnant ce plan, présenté comme une concession inadmissible. A une majorité écrasante le Parlement a rejeté la motion. Une politique calquée sur celle de l'apartheid, voilà la politique sioniste officielle aujourd'hui.

autour de la Résistance Palestinienne et de ses buts.

ASSASSINAT DE 11 OUVRIERS PALESTINIENS

Onze ouvriers palestiniens sont morts dans l'accident du bus qui les ramenait en Cisjordanie et qui s'est écrasé contre un camion militaire. C'est un crime de la déportation imposée par l'Etat sioniste aux Palestiniens : chaque jour des milliers de Palestiniens de Cisjordanie sont emmenés en cars pour travailler dans les territoires occupés depuis 1948, dans des entreprises sionistes qui leur donnent à peine de quoi nourrir leur famille.

ESPAGNE

GREVE GÉNÉRALE LE 27 SEPTEMBRE

Dans de nombreuses régions d'Espagne, les travailleurs s'opposent à la politique de crise de Suarez.

En Galice, à La Corogne, 20 000 ouvriers du bâtiment sont en lutte depuis trois semaines.

En Catalogne, 10 000 métallos sont également en grève.

A Madrid, depuis samedi, les postiers sont en grève du zèle pour s'opposer aux mutations, et obtenir satisfaction à leurs revendications salariales.

En Biscaye, province du pays basque, on prépare activement la grève générale du 27, jour anniversaire de l'assassinat par Franco l'année dernière, de cinq militants révolutionnaires. Le mot d'ordre central de la journée sera «Amnistie générale». Les révisionnistes du PCE, après avoir tenté de s'opposer au mouvement en proposant une grève le... 30, devant l'échec de leur manœuvre, se sont finalement ralliés à l'appel de l'ensemble des organisations démocratiques et révolutionnaires du 27.

PORTUGAL SOARÈS VEUT ENVOYER L'ARMÉE CONTRE LES PAYSANS

Soarès, le premier ministre «socialiste» du Portugal part en guerre contre les paysans qui ont occupé les terres depuis le 25 avril. Dans l'A-ientejo, les paysans se sont regroupés et étudient les

moyens de s'opposer à cette provocation. Soarès ne s'y est pas trompé qui a consulté les chefs de l'armée afin de préparer l'agression contre les paysans.